

Interview du Professeur Dusan Sidjanski

par Monsieur Gilles Grin

Fondation Jean Monnet pour l'Europe

16 septembre 2014

GG : Nous sommes à Genève, en ce mardi 16 septembre 2014, Monsieur le Professeur Dusan Sidjanski, bonjour.

DS : Bonjour mon cher collègue.

GG: Merci infiniment d'avoir accordé cet entretien filmé à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Vous êtes Professeur émérite à l'Université de Genève, où vous avez fondé le département de Science politique, Président d'honneur du Centre européen de la culture que vous avez réanimé, conseiller spécial du Président de la Commission européenne...

DS : Pas pour longtemps, le mandat de José Manuel Barroso se termine à la fin d'octobre, donc le mien aussi.

GG : ... Aussi membre de la Fondation Latsis internationale et Président du Comité suisse pour le retour des marbres du Parthénon. Vous avez un parcours européen extraordinaire. Nous sommes très honorés de pouvoir passer en revue différents éléments avec vous aujourd'hui.

DS : Je vous remercie, pour moi c'est un grand honneur que vous m'ayez choisi pour m'interroger sur mon parcours européen qui commence presque à la naissance avec l'école primaire française à Belgrade. C'est mon premier contact avec un monde extérieur à la Yougoslavie. Ma langue est française et serbo-croate en même temps. C'est une ouverture au-delà des Balkans sur la France et l'Europe occidentale.

A douze ans, je subis le premier choc de la politique : Hitler déclenche la guerre en 1939. En 1938, il occupe les Sudètes, ensuite il attaque la Pologne. Une série d'événements tragiques est enregistrée par un jeune homme que j'étais à l'époque, entre dix et quatorze ans. Ce sont des chocs psychologiques, des traumatismes on peut le dire, parce qu'on écoutait la radio et on

sentait et voyait le désastre qui se préparait. Très rapidement, en mars 1941, l'armée renverse le gouvernement qui était sur le point de signer le Pacte avec Hitler. Une grande manifestation, à laquelle je prends part avec mes camarades d'école me fait entrer en politique. Au retour à la maison, mon père me dit, maintenant je vous envoie tous les trois, ta mère et ton frère, à Dubrovnik, parce qu'à partir de là, on pourra partir plus loin par la mer s'il le faut. Nous sommes restés quelques mois à Dubrovnik. C'est à ce moment là où la Yougoslavie est envahie après le bombardement de Belgrade, auquel nous avons échappé grâce à la prévoyance de mon père qui nous a mis dans le train six jours avant l'attaque des Stukas.

Un deuxième choc m'a profondément marqué. J'étais sur la terrasse, au-dessus de la route qui nous séparait de la mer. Et tout d'un coup, j'ai aperçu deux colonnes d'armées, les Italiens qui montaient de l'Albanie, et les Allemands qui descendaient de l'Herzégovine. Ils se sont rencontrés devant moi. Evidemment, je ne pouvais pas retenir mes larmes à la vue des armées ennemies qui venaient nous occuper. Les Italiens, soldats et officiers souriaient et plaisantaient. Ils interpelaient les jeunes filles. Les Allemands très rigides, très durs, n'annonçaient rien de bien ! Quelques jours plus tard débarqua d'une camionnette un officier débraillé, barbu, mon père ! A peine arrivé, il nous embarque sur un bateau pour Split annexé par les Italiens (suivant les appels de d'Annunzio). Ainsi, allions-nous, invités par des amis croates, nous sauver de la menace de l'Etat croate de Pavelić.

Le 23 juin 1941, Hitler envahit la Russie. Heureusement qu'il a été retardé dans son avancée par la guerre et l'occupation de la Yougoslavie pendant 15 jours. Mais 15 jours, c'est toujours du retard, délai qui fut prolongé de 40 à 50 jours, grâce à la puissante résistance des Grecs. Ainsi, Hitler n'a pas pu profiter de l'été pour occuper la Russie où ses troupes se sont rapidement embourbées avant d'être prises dans l'hiver, comme le fut autrefois Napoléon. Nous avons été à la fois traumatisés et heureux de savoir que la Russie est entrée en guerre attaquée par Hitler.

Paradoxalement, le séjour à Zenta près de Split fut une grande éclaircie dans le ciel assombri par la guerre et l'occupation. Une année de lectures, des enseignements donnés par mon père qui était ingénieur, donc en maths et en sciences. Lectures sous les pins maritimes, du Tolstoï, Dostoïevski, Dumas, Hugo, Stendhal. Ce sont des journées libres et accompagnées de natation, et le soir des concerts de Zinka Kunz-Milanov dans cette villa située sur un promontoire au-

dessus de la baie de Zenta. Donc une période très riche de nouvelles sensations, de rencontres avec de grands écrivains.

Souvent je me suis retrouvé avec des amis qui étaient dans une autre baie très proche mais je n'avais pas compris, malgré nos conversations subversives, qu'ils étaient des résistants. Ils se réunissaient sous le prétexte d'assemblées de sportifs ! J'avais quinze ans et j'étais loin de soupçonner le vrai objectif de ces rencontres. Un jour d'hiver, j'allais les rejoindre mais je fus empêché par une mer déchaînée. Quelle fut le lendemain ma surprise d'apprendre que tous ont été emprisonnés par la police militaire italienne. C'est la première fois que j'ai eu la sensation de peur devant la menace de prison et de tortures. Deux-trois jours plus tard, j'ai revu mes amis portant des traces des maltraitances. Je ne sus pas ce qu'ils ont avoué ou tu. Je n'avais aucune information à ce propos mais j'ai vécu ces scènes, d'où est né chez moi un rejet absolu de tout ce qui est la domination par la force. Plus tard au gymnase et à l'université, lorsque l'on cherchait à m'imposer une façon de croire ou de penser, mes réactions étaient explosives et passionnelles.

Le séjour à Split avait un autre aspect. Un jour, un de mes amis, partenaire de natation et adversaire au tennis m'a demandé de l'aider à transporter des sacs de bois. Nous prîmes le bus, chargés de nos sacs de bois de chauffage. A l'arrivée, le bois s'est avéré être des fusils. J'ai eu un sentiment de peur ! Ainsi, je découvrais peu à peu, un autre aspect de la vie.

De Split nous sommes allés à Abano Terme près de Padova, pour y rejoindre la sœur de ma mère et son mari. Nous avons reçu un accueil chaleureux. Bien qu'étant « ennemi yougoslave » présenté par le Directeur de Liceo di Padova, je suis accueilli les bras ouverts par tous les élèves. Nous parlions avec des gestes qui accompagnaient mon italien de débutant. D'emblée ce contact amical avec les jeunes Italiens ; je découvre un monde à l'opposé de l'occupation.

Plus tard, nous sommes au-dessus de Bologne et de Modena, où nous passons l'été. Chaque matin on est réveillés par les forteresses volantes qui traversent la Suisse pour venir bombarder Bologne. Le jour où je descends à Modena, je rencontre un ami et lui pose la question : « Que fais-tu ? ». Il me répond : « Nous partons pour la Suisse ». « Par quels moyens ? » je lui rétorque. Suit son explication détaillée du mode d'emploi et surtout l'adresse du passeur qui opère à Tirano. Quant au prix, c'était une fortune. Mon père comme à l'accoutumée décide que nous partions le lendemain. Des amis nous ont fourni des cartes d'identité avec nos photos et

des noms italiens. Nous sommes partis pour Milan et Tirano. Et là, un troisième traumatisme que j'éprouve toujours à la gare de Milan. Elle était noire de SS et Camicenera. Les deux formations les plus extrêmes. C'était l'époque de la fameuse république fasciste qui a été fondée dans le Nord de l'Italie par Hitler, dernier bastion de Mussolini. A la même période, se déroulaient les batailles près de Rome, obligeant le Général Badoglio à signer une paix séparée avec les alliés. C'est le moment d'octobre 1943 où nous sommes arrivés en Suisse.

Aussi ai-je laissé un souvenir mémorable au gymnase. Convoqué par le Directeur, je me demande « pourquoi il me convoque ? J'ai fait quelque chose de mal ? ». A ma surprise, le Directeur me prie de m'asseoir. Avec gentillesse il me dit : « Que pensez-vous de la guerre ? ». A quinze ans et demi, il me considère comme adulte et me demande mon avis sur la guerre ! On commence à parler de la guerre. Et il ajoute : « Vous écoutez certainement Londres ». « Oui, nous écoutons Londres tous les jours »... C'est la fin, l'Italie est en voie d'être libérée, Badoglio a signé, donc c'est la fin. C'est vous dire que l'Italie était divisée.

A l'Hôtel où nous habitons à Abano, la famille des propriétaires était écartelée : un des fils était un fasciste extrême, et l'autre anti fasciste tout aussi extrême. Donc l'Italie pour moi était un pays divisé entre les fascistes nostalgiques de l'Empire romain et les grands poètes et écrivains, compositeurs d'opéras, peuple qui aime la musique et la vie. La lecture de Dante, Petrarca, Manzoni et tant d'autres est une ample ouverture sur la littérature européenne, pas seulement française et russe que j'avais pratiquée, mais un monument de littérature italienne, cet ensemble de grandes créations ajouté à la fréquentation des opéras et des familles italiennes forment le prélude à ma passion européenne.

Ce qui m'avait beaucoup frappé, est que chaque fois que l'on parlait des scientifiques, tout ce qui existait de significatif, d'innovation était inventé par des Italiens. Je les admire, ils sont extraordinaires. Plus tard, arrivé en Suisse, j'ai compris qu'il y avait beaucoup de Suisses inventeurs et créateurs. Par la même occasion, en allant en France, j'ai compris qu'il y avait nombre de Français, d'Allemands qui étaient tout aussi inventeurs. Et ça m'avait conduit à constater que chacun mettait en exergue ses propres inventeurs. Voyez-vous, ce côté nationaliste même dans la science supposée être commune et universelle, m'avait beaucoup indigné déjà à cette époque-là.

Ensuite vient la Suisse. Là évidemment, c'est un autre monde qui s'ouvre. Nous sommes dans des camps, avec d'autres réfugiés. Puis à l'Ecole Nouvelle au-dessus de Lausanne et bientôt la fin de la guerre. Tout se passe magnifiquement bien, je suis au gymnase, je termine le baccalauréat. Oserais-je rappeler que lors des écrits de français, je sors premier au Gymnase classique de Lausanne. Un Yougoslave qui remporte le premier prix, n'est-ce pas un peu curieux ? A mon admission au gymnase, le Directeur Fragnière grâce à mes notes de mathématiques et de français m'a bien accueilli. Il m'a présenté comme camarade yougoslave, et a demandé : « Où peut-il s'asseoir ? ». Aucun des Suisses n'a bougé. Le seul qui a levé la main était Chimeck, juif français, venant d'Allemagne. Je me suis assis auprès de lui en m'interrogeant sur le comportement des autres élèves. Mais j'ai compris plus tard que ce n'était pas parce qu'ils ne voulaient pas de moi, mais que c'était la timidité des Suisses qui les empêchait d'exprimer leurs sentiments.

Il n'empêche que j'ai vécu une vie heureuse et enrichissante. Jusqu'au moment du grand drame qui nous a anéanti : la noyade de mon frère avec deux amis dans le lac Léman. En 1948, suite à une série d'événements personnels, j'ai dû renoncer à la psychiatrie trop exigeante en temps et en argent. Après avoir abandonné les études d'architecte à l'EPFL, trop peu artistique à mon goût, j'ai obtenu en 1949 la licence en science politique de l'Université de Lausanne en un temps record.

Après la crise de Berlin, mon père a décidé que nous devions quitter l'Europe pour nous rendre aux Amériques. Mes parents sont partis pour le Venezuela. Un an plus tard je les ai rejoints et après avoir appris l'espagnol en trois mois, je me suis mis à enseigner à l'Université centrale. Sans surprise, mes enseignements au Venezuela portaient sur les organisations internationales et régionales. Donc tout est suivi. Pendant tout mon parcours, j'ai maintenu contact avec Oulès ou mes professeurs préférés dont Secrétan et Oulès. Le centre de mon intérêt était le fédéralisme et l'Europe, thème qui me passionnait le plus. D'ailleurs, le Congrès de la Haye a eu lieu à la même époque en 1948. Le Congrès de Montreux qui l'a précédé m'a permis de me familiariser avec les textes de Denis de Rougemont sur le fédéralisme, du Prix Nobel français Maurice Allais consacré au fédéralisme et à l'économie. Denis sur le fédéralisme et les attitudes fédéralistes suivis d'un exposé du fédéralisme en économie.

L'Europe bouillonnait d'idées et de projets. Après le va-et-vient entre le Venezuela, Paris et Lausanne, j'ai soutenu ma thèse *Du fédéralisme national au fédéralisme international* en 1954, lequel, à la suite de plusieurs articles, définit l'orientation de ma carrière académique et de mon

engagement européen. L'accent sur les valeurs et les critères du fédéralisme formait dès lors l'axe principal de mes recherches et de mes interrogations, deux aspects que j'ai retrouvés dès 1956 chez Denis de Rougemont.

Par la suite je me suis rendu en Grèce à l'invitation des amis grecs que je côtoyais à la faculté de science politique à Lausanne. Excellents étudiants, qui néanmoins n'étaient jamais présents en cours avant midi. C'est ainsi que j'ai connu et appris à aimer la Grèce. Depuis lors date ma passion pour la culture grecque. J'ai lu les philosophes et relu la République de Platon qui était très proche de mes préoccupations, concernant la description d'interdépendance qui fonde une société. La République qui repose sur les échanges et la solidarité. J'ai perçu la proximité avec les idées de Jean Monnet, sa « solidarité de fait » et les valeurs sur lesquelles se fonde l'intégration européenne.

Je passe rapidement sur le Conseil de l'Europe puisque créé en 1949 en parallèle avec l'OTAN. Et très rapidement, en 1950, intervient la déclaration Schuman dont vous m'avez apporté la copie de l'original, qui montre à quel point ce texte a été travaillé. Evidemment, j'ai suivi la création sans être un participant de premier plan. Je n'ai pas été au Congrès de La Haye, j'ai simplement observé de loin par intérêt. Dans ma thèse, comme je vous disais, je me suis centré sur le fédéralisme en faisant un saut, et j'avais même repris une sorte de slogan qui était « pax est servanda ». J'ai remplacé « pacta » par « pax » et c'est là-dessus que j'ai développé une partie de ma thèse sur l'ONU et la paix.

La Grèce, pourquoi la Grèce ? — parce que j'ai connu beaucoup d'amis grecs, j'avais aussi beaucoup lu. La Grèce m'attirait beaucoup, et j'ai été surtout attiré par une jeune femme grecque. Il faut bien le dire, je l'ai suivie. 1954, première visite. Sur le bateau je suis seul et qui vois-je à côté de moi ? Georges Bidault, ministre français des affaires étrangères, avec sa femme. Bidault qui chaque matin commençait la matinée avec une coupe de champagne. Ça m'avait beaucoup impressionné. Nous avons échangé quelques mots. On sait le rôle qu'il a joué dans la résistance.

Il était d'ailleurs, au moment de la déclaration Schuman, président du Conseil. Et je m'en souviens parfaitement. J'avais étudié cette période au plus près. Je me souviens que Schuman avait décidé de présenter son projet rédigé par Jean Monnet après le déjeuner. Et je pense que c'était une stratégie voulue. Bidault a bien mangé, bien bu, il ne s'est aperçu de rien. Et lorsque le communiqué est sorti, Bidault était le premier étonné : « Comment, nous avons décidé tout

ça ? » (rires). C'était vraiment des subterfuges. De même j'étais passionné par la façon de travailler de Jean Monnet, comment ils élaboraient les textes. Comment travaillait Jean Monnet, avec son équipe, petite équipe dont J.-J. Rabier faisait partie. On échangeait des textes, chacun écrivait, on faisait des synthèses... Une grande et longue élaboration qui a donné lieu à la Déclaration Schuman... J'étais passionné par l'aventure européenne.

Après cela, nous avons subi le choc de la CED, et j'ai considéré avec Denis de Rougemont (je l'ai rencontré seulement plus tard en 1955-56) que cela avait été vraiment un coup très grave, parce que cela scella la séparation entre l'économie et le politique. La Communauté politique et ses pouvoirs régaliens que Pleven avait proposés ont été tués dans l'œuf. Je pense qu'aujourd'hui encore on ressent cet échec ! La séparation entre le communautaire et les relations extérieures, tout ce qui concerne la politique extérieure et la défense restant de la compétence des Etats, et plus tard de leur coopération intergouvernementale. On essaie de les mettre ensemble mais l'on constate aujourd'hui, avec ce que nous vivons face à cette crise en Ukraine, que nous n'avons pas de stratégie. Aucune stratégie. Je reviendrai sur cette crise parce que j'en ai beaucoup souffert. Mais j'ai eu beaucoup d'échanges avec mon ami Barroso à ce sujet. Ça, c'était vraiment un moment où il aurait dû se profiler avec beaucoup plus de force et trouver une voie pacifique mais il ne l'a pas fait. Il a été hésitant, je ne sais pas pour quelle raison d'ailleurs. Quand on est sur le point de quitter son poste, on n'a rien à perdre. Mais peut-être voit-il les choses différemment, ou a-t-il été l'objet de pression des gouvernements...

En 1956, c'est l'invasion de la Hongrie, l'arrivée des réfugiés... tout ceci nous mettait face à une réalité et à la nécessité de créer cette Union politique le plus vite possible. Et je dois dire que Jean Monnet a été extraordinaire lorsqu'après l'échec de la CED, il s'adresse avec courage en 1955 au Parlement allemand. Il prononce un grand discours en faveur de l'Europe unie et obtient le vote positif des deux grands partis. Plus tard, la ratification allemande est acquise à une quasi-unanimité. Impressionnant. Il fait donc ce parcours pour relancer l'intégration. Et étonnamment, la même année 1955 déjà, a eu lieu la réunion des six en Sicile, où le Benelux avait proposé le Marché commun.

Parallèlement, c'est l'époque où je rencontre Denis de Rougemont. La rencontre avec Denis de Rougemont est un événement fondamental dans ma vie. C'est évident. Je le rencontre parce que j'arrive ici après ma soutenance de thèse, et je me dis, il faut que je vois cet homme avec Raymond Silva, les deux créateurs du Centre européen de la culture. Il faut que je les voie, parce que j'aimerais travailler avec eux. Je rencontre Silva qui téléphone à Denis de

Rougemont. Et comme je partais pour la Grèce avec ma fiancée, je m'arrête à Ferney-Voltaire, j'entre chez Denis, en disant à ma future femme de m'attendre environ un quart d'heure. Nous entamons la conversation, nous parlons une heure et demie. Conclusion. « Je vous engage au Centre, et deuxièmement je vous confie la rédaction de deux chapitres » de cette brochure qui a été publiée par le Centre en 1956. *L'Europe s'inscrit dans les faits* a été un grand succès auquel a pris part Brugmans. Un écrit à plusieurs voix : Denis de Rougemont comme toujours sur l'unité culturelle européenne et sa diversité qui est le fondement du fédéralisme européen. Intéressant aussi, le texte de Brugmans sur les petites communautés et la naissance des mouvements européens. On attribue souvent tout à l'idée géniale de Jean Monnet et on ajoute qu'il l'a imposée d'en haut. Je réponds : non, ce n'est pas vrai. Jean Monnet a été soutenu par des mouvements qui venaient d'en bas. Que ce soient les résistants, les comités nationaux, les mouvements européens, il y avait une vague ; et comme les résistants ont pris le pouvoir en France et ailleurs, il a eu ce soutien grâce à cette constellation favorable.

J'avais étudié les documents de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU. Jean Monnet, j'ai étudié sa visite à Genève auprès des dirigeants de la Commission économique pour l'Europe. Ceux-ci venaient de sortir un rapport sur la surproduction de l'acier, considéré comme élément au centre pour la reconstruction de l'économie. Et c'est là où, je pense, Jean Monnet a compris que l'acier était le fondement de la construction et que le charbon était l'énergie principale. D'où sa conclusion : il faut les mettre ensemble. Et il a joué la carte charbon-acier. Au même moment ou peut-être auparavant, il a pris connaissance de la thèse de Henri Rieben, sur « Les ententes des maîtres de forges », une thèse impressionnante qui était le résultat de son stage à la Commission économique pour l'Europe. Vous voyez les convergences. Plus tard, un jour je ne sais lequel, je les avais rencontrés, ils étaient en train de déjeuner au restaurant de l'ONU ici à Genève. C'est le seul moment que j'ai rencontré Jean Monnet avec Henri Rieben, que je connaissais depuis longtemps, quand il était encore dans ses locaux, à l'Hôtel de Ville de Lausanne, Place de la Palud. Il avait de très beaux locaux que la Municipalité a mis à disposition de son institut. Il m'avait beaucoup impressionné parce que non seulement nous étions tous les deux passionnés de l'Europe, laquelle était notre voie, mais aussi par sa capacité à mobiliser des intellectuels et des gens simples. J'étais étonné de voir que les abonnés à la Revue et aux cahiers rouges ne sont pas uniquement des intellectuels, mais aussi des paysans du Canton de Vaud et au-delà. C'est extraordinaire. Il avait fait une œuvre que l'on aurait dû poursuivre et répandre dans le sens d'une éducation de nos populations à l'Europe.

Au début, je publie des articles sur le Conseil de l'Europe que j'abandonne très vite. Pourquoi ? Parce qu'il a manqué de dynamisme. Ce Conseil né de l'Europe est mort-né. Il n'a pas pu progresser, il a été bloqué en raison des exigences du Royaume-Uni portant sur la procédure du Comité à l'unanimité et la réduction des pouvoirs de l'Assemblée à des fonctions consultatives. Le seul point où il s'est développé, c'est plus tard avec cette Cour des droits de l'Homme qui est une œuvre remarquable, un peu enrayée maintenant parce qu'il y a tellement de demandes et de recours que c'est difficile de la faire fonctionner. Et d'autre part, le Conseil de l'Europe couvre une série de domaines culturels. Là le Conseil a fait de nombreux travaux sur les langues, les droits de l'Homme. C'était la voie qu'il avait prise, bien appréciable mais insuffisante au moment où les problèmes politiques étaient au premier plan, la préoccupation de tous, jeunes et vieux.

Denis de Rougemont me fait revenir à Genève en 1957 au Centre européen de la culture où je m'occupe principalement de l'Association des instituts d'études européennes. Une association qui regroupait une vingtaine d'instituts dont Rieben faisait partie : les uns étaient universitaires de l'académie, les autres dans les recherches, d'autres encore indépendants ou officiels... Il y avait toutes ces formes diversifiées, mais nous formions un groupe qui réfléchissait sur l'Europe. Chaque année, nous avions des colloques des instituts sur des thèmes européens.

Lors de mon passage en Grèce (je reviens en Grèce parce que c'est lié à des idées qui seront développées plus tard), j'ai fait la connaissance du Professeur Calogeropoulos Stratis, dont le fils, Aristidis, est maintenant le bras droit du Commissaire Avramopoulos. Avec Calogeropoulos, Pezmazoglou, Argeropoulos, nous avons créé le mouvement européen en Grèce en 1955. Le Mouvement a publié des bulletins et plusieurs brochures en grec. Au début, je ne parlais pas le grec. Je l'ai appris, et maintenant je le pratique couramment. Nous avons publié dans les différentes revues en français et en grec, nous avons essayé de lancer l'idée de la Grèce en Europe, et la Grèce comme fondement de notre culture. Voilà au fond le parcours grec, lui aussi très important. J'en reviens maintenant, j'ai rencontré Antonis Samaras, Venizelos, toute l'équipe et de nombreux amis avec lesquels nous avons abordé des thèmes difficiles comme ceux de l'euro, de la Russie et de l'Ukraine.

1959 coïncide avec ma thèse présentée comme privat-docent à la Faculté des Sciences économiques et sociales à l'Université de Genève ; je l'ai présentée avec Paul Guggenheim pour le droit international, parce qu'il était le meilleur à la Faculté de droit et à l'Institut des

Hautes études internationales, avec Jacques L'Huillier, le meilleur économiste, et avec Jean Meynaud qui est venu de Lausanne pour assister à la présentation et aux travaux de ma thèse. Il y avait une dimension juridique et institutionnelle sous la responsabilité de Paul Guggenheim, avec Jacques L'Huillier, c'était l'analyse du marché commun, et avec Jean Meynaud, la dimension des partis politiques, de la science politique, soit le jeu des ratifications parlementaires. Trois parties publiées dans différentes revues : une économique sous la forme d'un petit livre, l'autre sous forme d'article de la revue de droit international à Paris, Sorbonne, que dirigeait Charles Rousseau, « La supranationalité dans les Communautés européennes », qui donnait déjà l'orientation de mes travaux. Ma thèse était la suivante : on a beaucoup critiqué la transformation de la Haute Autorité en Commission, du fait qu'elle est paraît affaiblie.

Certainement sur le plan juridique, il y avait affaiblissement. Mais en revanche, son champ de compétence a été élargi. Et au lieu de se limiter au charbon et à l'acier, on a institué le marché commun et des acteurs économiques. Je prévoyais de ce fait l'impact direct sur la population en raison des échanges. En conséquence, l'intégration européenne devenait une affaire beaucoup plus proche des intérêts directs de la population que ne l'était le charbon-acier, une initiative certes révolutionnaire, mais reposant sur deux produits de base, comme disait Jean Monnet. Cela correspondait à la stratégie procédant secteur après secteur au sein du Marché commun, dont les champs allaient s'amplifier par effet d'engrenage ou de spillover décrit par Ernst B. Haas.

A cette époque, je donne des cours de privat-docent à l'Université de Genève. Devant 80 à 100 étudiants inscrits, payant la taxe. Ce n'était pas des honoraires qui me permettaient de vivre, mais c'était très encourageant. D'où la discussion avec Denis de Rougemont sur l'opportunité de fonder un Institut européen. J'avais la chance de le voir deux à trois fois par semaine, tout seul à partir de 17h30. Lorsque tout le monde était parti, les secrétaires, les assistants, le personnel, nous restions dans son bureau à discuter. Une raison de plus, c'était que Denis n'avait jamais conduit une voiture de sa vie. Pourtant, l'homme qui a vécu aux Etats-Unis, l'homme de l'Amérique du Sud, de l'Argentine, qui a voyagé partout et qui a longtemps vécu en France, il n'a jamais conduit, il n'a jamais appris à conduire... C'est sa femme Nanikk qui venait le chercher, ou bien c'est moi qui l'accompagnais à Ferney-Voltaire. Ce qui me permettait de rester 1h, 1h30, seul à seul avec Denis de Rougemont. Nous parlions de différents problèmes, et puis on avait aussi des discussions un peu tendues : après la guerre, Denis de Rougemont était pour la destruction pratique de l'Etat, surtout de l'Etat-nation. Alors que j'étais d'accord avec lui sur l'Etat-nation qui semblait dépassé, qui ne correspondait plus à la réalité ; en

revanche, je défendais les Etats en tant que structures existantes. Et d'ailleurs, c'est son propre argument qui l'a persuadé : il avait écrit quelque part que le fédéralisme ne détruit pas, il construit. J'ai donc insisté en empruntant son argument : « Mais Denis, il ne faut pas les détruire, il faut les utiliser ». En effet, ils se placent entre les régions, les communes, l'Europe et le Monde. Laissons les Etats exercer leurs fonctions... Il n'y a pas lieu de les détruire, ils sont toujours vivants et remplissent leur rôle d'intermédiaire. C'était un débat constant.

Evidemment, ce que Denis a perçu très vite, c'est l'importance des régions. Leurs définitions n'étaient pas très claires. Les régions étaient des centres de rayonnement. Il avait dans un sens raison, mais il ne prévoyait aucune frontière entre régions. Or, sur le plan administratif, il y a quand même des limites de leurs compétences. Vous ne pouvez pas dire, telle ou telle compétence exercée par une région est valable pour le pays entier ou pour l'Europe. En revanche, il avait raison de soutenir que certaines de leurs fonctions dépassaient les frontières de la région. Il y avait des régions qui étaient universitaires et d'autres qui ne l'étaient pas comme en Suisse. Une université rayonne au-delà, dans son espace qui couvre plusieurs régions. C'est son concept des régions variables. C'était son idée. Je me suis posé souvent la question parce que j'avais une optique différente.

Nous avons un point commun, ce sont les valeurs de base du fédéralisme. Par des voies différentes, nous avons convergé. Je suis parti du schéma de l'histoire de Hegel, qui décrit l'évolution de l'histoire du monde en suivant la profession de la liberté, des droits, et surtout la reconnaissance de la personne. Quant à Denis de Rougemont, il a pris pour départ la religion. Il a étudié notamment les Conciles religieux des premiers siècles, qui ont confirmé l'idée de la personne humaine, héritée évidemment de la chrétienté. Selon lui, il s'agit d'une invention chrétienne. Pas à 100%. J'ai découvert dans mes recherches l'idée de la personne humaine chez les stoïciens grecs. Ils étaient les premiers à promouvoir l'idée de la dignité de tous les êtres humains et leur responsabilité. Leurs serviteurs étaient reconnus comme personnes et la plupart du temps libérés. Dès le 3^e siècle av. J.-C., le stoïcisme est diffusé au sein du monde méditerranéen au cours de la période hellénistique, par Alexandre le Grand, les philosophes grecs, puis par Cicéron et Marc Aurèle. Ces idées vont être relayées par le christianisme. D'ailleurs la plupart des manuscrits dont on dispose de la religion chrétienne sont d'abord en grec et ensuite véhiculés dans d'autres langues. Je ne pense pas au vieux testament qui est lui en langue hébraïque dès le départ. Mais l'influence principale sur notre culture est comme on le dit souvent gréco-chrétienne. On ajoutera plus tard la Rome, la Rome organisatrice, l'Empire, l'Etat, la façon de l'administrer. Il y a des structures dans Rome qui rappellent un peu le

fédéralisme, parce que Rome en tant qu'empire s'établit dans différentes parties qu'elle occupe, mais elle ne change pas, elle n'impose pas son organisation de la société, sa façon de faire et de vivre. Elle accepte la différence des différentes parties. Ce qui ne l'empêche pas de recueillir les impôts et de tenir le pouvoir principal dont le pouvoir judiciaire. C'est une construction extrêmement intéressante. Nous avons étudié avec Denis de Rougemont la philosophie des communautés. Nous avons la conviction que l'élément culturel était fondamental. D'où cette phrase attribuée à Jean Monnet est hypocrite. « Si c'était à recommencer, je commencerai par la culture. » Je l'ai cherchée partout dans ses écrits, ses discours et ses mémoires en vain. En fait, Madame Ahrweiler, devenue une grande amie, qui était recteur de l'Université de Paris à l'époque de Mitterrand, avait utilisé cette phrase au cours d'une conférence en 1985, que Mitterrand a reprise, et dès lors elle a été attribuée à Jean Monnet !

Toujours est-il que j'ai considéré malgré les différences des approches, de la façon d'élaborer, de procéder, l'importance que l'on attribue à telle ou telle intégration sectorielle, que l'objectif était partagé entre Jean Monnet et Denis de Rougemont. Tant l'un que l'autre, dans leurs ouvrages et à plusieurs reprises, ils rappellent que la finalité c'est la fédération européenne. Et c'est ce que j'ai reproché d'ailleurs à notre ami Jacques Delors. À un moment donné, pour faire plaisir à la France, encore avec l'idée d'Etat-nation, il a sorti une formule catastrophique, « fédération des Etats-nations ». Je lui ai immédiatement écrit, en disant : « Quels sont les Etats-nations existant en Europe ? ». La France est en train d'évoluer, elle se régionalise. La Bretagne s'affirme sous une identité, bien qu'appartenant à la France. On s'avance vers des systèmes plus ou moins fédératifs et vers la régionalisation. L'Espagne et la Belgique sont des Etats quasi fédéraux. Les seuls qui restent, le Portugal qui a une unité nationale extraordinaire, sans minorités, le Danemark, la Suède. Mais la Suède est aujourd'hui envahie par d'autres populations, tels les Turcs et d'autres populations musulmanes qui gardent leurs identités. La problématique n'est donc pas simple. C'est sur le débat concernant les Etats-nations que je me suis aliéné mon ami Jacques Delors. Il n'a pas très bien pris ma critique, pourtant c'est lui qui a fait la préface de mon livre, dans la version anglaise. Quant à mon ami Barroso, je ne sais pas dans quel « élan fédéraliste » mais absurde, il a prononcé son discours sur l'état de l'Union, en conclusion duquel il dit que nous devons aller vers une Fédération des Etats-nations !

Alors là, je vous passe, j'ai une lettre de trois-quatre pages écrites à la main, lui annonçant ma démission, en lui disant : « Tu as été auprès de Denis de Rougemont, avec moi tu es intime, nous avons toujours partagé les pensées sur l'avenir de l'Union et tu sors une formule qui est de l'autre siècle. On ne va pas revenir à la création des Etats-nations. C'est tout ce qu'il y a de

contradictoire avec le fédéralisme». Combat difficile, vous avez vu le papier que j'ai écrit sur cette terminologie, que j'ai envoyé à Delors, qui au début ne me répondait pas puis m'a répondu poliment. Mais j'ai senti que l'intimité que nous avions, de Dusan à Jacques, était un peu dégradée. Pas avec Barroso. Lui a bien pris les choses et depuis lors, il n'a jamais utilisé cette terminologie qui est une contre-nature. C'est un concept contradictoire. Et je disais à Delors, vous allez introduire un débat académique absurde sur les concepts, où on va débattre entre ceux qui sont encore pour les Etats-nations de tradition française et ceux qui sont à 100% pour la Fédération. Et vous allez créer une confusion terrible parce que vous avez une grande autorité. Il faut faire attention. Il y a de la responsabilité. Chaque mot compte quand vous utilisez les concepts. Vous ne pouvez pas les jeter en pâture aux universitaires, aux médias et au public.

Nous entrons dans l'époque contemporaine. Dans votre lettre, vous vous êtes référé non seulement au Centre européen de la culture où je suis resté après la mort de Denis de Rougemont encore 5 ans. Denis de Rougemont est mort en 1985. Le Centre a passé par une période Jacques Freymond, qui était beaucoup plus internationaliste, très américanophile, et très peu européen. Mais il a assuré la transition, avant de confier la direction dans de mauvaises mains. À un moment délicat, il a choisi un directeur qui ne connaissait pas très bien les affaires européennes, qui était certes un très bon journaliste, mais qui n'avait pas de connaissance approfondie des problèmes essentiels de l'Europe. Tout ceci s'est terminé du côté Centre par une tragédie que vous connaissez probablement. Un conflit au cours duquel j'étais le seul à défendre le Centre, avec l'aide de mon ami Charles Méla, à l'époque doyen de la Faculté des lettres, qui nous a aidés à développer l'Institut européen à l'Université de Genève. Tout le monde était contre, en commençant par Madame Brunschwig Graf, Présidente du Département de l'instruction publique de Genève, qui a par sa lettre coupé la subvention du Centre. Dans la même lettre, elle a conclu qu'il faudrait par conséquent que l'association du Centre soit dissoute, ne trouvant plus raison de la maintenir. C'était me provoquer de front. Parce que son argumentation (on a échangé dans l'Hebdo et dans la presse nos arguments) qui consistait à dire que de toute façon l'esprit de Denis de Rougemont a pénétré dans les population, rendant le Centre inutile. Je lui ai répondu que tout d'abord Denis de Rougemont tenait énormément à cette institution qu'il a fondée et que sa survie avait un sens. Ne pas détruire ce patrimoine européen au moment où nous sommes en train de négocier l'Espace économique européen en 1991. Toutes ces affaires ont été entremêlées.

Ma grande déception, c'est que des gens très européens comme Claude Haegi ou comme le neveu de Denis de Rougemont, Gilles Petitpierre, dans une assemblée du Centre en présence d'une cinquantaine de personnes où se décidait son sort sous la présidence d'un avocat, acceptaient de se plier à la décision de dissolution. J'avais argumenté pour le maintien du Centre. Mon argument essentiel était que le Centre est une « association de droit suisse » qui ne dépend pas du pouvoir politique et qu'elle n'a rien à voir avec Madame Brunshwig Graf. Elle peut nous couper les subventions, c'est son droit, mais à part ça, elle ne peut pas nous imposer la dissolution. C'était l'argumentation que j'ai eue même avec un des grands juristes genevois, mon ami Pierre Lalive, qui m'avait écrit, soutenant que « le pouvoir a raison ». Je lui ai répondu : « Quelle déception de voir qu'un juriste de son envergure ne défend pas l'autonomie, la liberté des associations ». Et deuxièmement, ce n'est pas à Genève qu'appartient ce Centre. Il est issu du Congrès de la Haye de 1948. Nous avons reçu en garde le Centre européen de la culture qui est un patrimoine européen. Nous devons le préserver. Nous n'avons pas le droit de laisser quelques citoyens suisses la traiter comme s'il s'agissait d'une association quelconque. Issu de la Résolution culturelle du Congrès de La Haye, le Centre européen de la culture fondé par Denis de Rougemont et Raymond Silva, a choisi pour siège Genève qui abrite de nombreuses organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales.

Bref, le débat s'ouvre. Entre autres au cours de ce débat, José Manuel Barroso me soutient. Il m'apporte une aide très importante dans une lettre d'une page où il explique toute la valeur du Centre, pourquoi il estime ses activités, pourquoi il faut le faire survivre... Je produis la lettre en assemblée et Petitpierre se lève et dit : « Vous savez, je suis moi aussi capable de produire des lettres de ministres et de premiers ministres ».

Deuxième assemblée réduite à une douzaine de présents avec les principaux acteurs et responsables tels que Claude Haegi et Gilles Petitpierre. Ils ont de nouveau commencé à dire qu'il fallait dissoudre l'association du Centre. Et là, je me suis levé et j'ai dit : « Écoutez, d'abord vous n'avez pas le droit de la dissoudre sans suivre la procédure ». J'ai renouvelé l'argument du patrimoine européen, l'héritage de Denis de Rougemont. Et j'étais tellement fâché que je me suis levé et je leur ai dit à tous : « J'assiste au deuxième enterrement de Denis de Rougemont ». Et je suis sorti en claquant la porte. C'étaient des batailles ouvertes. Mes multiples rapports, mes correspondances et mes démarches m'ont pris énormément de temps et d'efforts. J'ai été actif sur de nombreux fronts : le Conseil d'Etat de Genève, l'Université, l'institut HEID, le Conseil fédéral ainsi que de nombreux amis et personnalités. J'ai mobilisé

les fédéralistes européens, le Mouvement européen, et j'ai obtenu de multiples soutiens de l'extérieur. Je n'entre pas dans d'autres détails.

Peut-être dois-je évoquer la création du Département de science politique de la Faculté des sciences économiques et sociales... Avant la création du Département et en tant que responsable au Centre de l'Association des instituts d'études européennes, j'avais organisé deux colloques. Un, dans les années 1960 avec des personnalités provenant de différents pays. Des Etats-Unis, Karl Deutsch, une grande pointure de science politique, de l'Italie, Altiero Spinelli et Giovanni Sartori, professeur de science politique à l'Université de Florence. Et puis l'ami Jacques-René Rabier toujours fidèle, qui a suivi et soutenu mes initiatives. Henri Rieben a assisté également à un de ces colloques. Il en est résulté deux publications intitulées *Intégration européenne* et *Science politique*. C'était déjà l'époque où je préparais la création d'un Département de science politique. Avec les appuis de Maurice Duverger, qui sans être présent a été un des grands soutiens, nous disposions d'un réseau de très haut niveau qui appuyait l'idée qu'il faut que la science politique entre en jeu et prépare sa future place dans le monde académique.

Mon livre *Dimension européenne de la science politique*, publié chez L.G.J.D. à Paris, a fait le tour des universités francophones, et nombreux étaient les enseignants qui se référaient à ce livre parce qu'il était porteur d'innovations. Entre temps, comme j'avais pas mal suivi l'évolution de la science politique aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et ailleurs, il avait une grande ouverture et il contenait des propositions qui allaient au-delà de ce que l'on faisait normalement. Je sais qu'en Belgique par exemple, le Professeur Cerexhe ainsi que l'équipe de l'Institut d'études européennes de Louvain avait repris ce livre, ainsi que les enseignants de l'Université libre de Bruxelles également. Il y avait des échanges continus sur cette base, et en référence à l'enseignement de science politique que j'assurais depuis 1963 en tant que chargé de cours à la Faculté, et depuis la même année à l'Institut d'études européennes. Dès lors, nous avons commencé à bâtir un vaste réseau d'enseignants et de chercheurs en Europe.

En 1968, nous avons eu la grande contestation estudiantine qui a secoué nos universités. Cette période nous a permis de réfléchir sur la structure de nos universités. Cette réflexion a abouti au fond à la décision de créer des départements, à l'imitation de ceux des universités aux Etats-Unis. Le projet initial prévoyait six Départements. La science politique n'était pas comprise dans les six. Quand j'ai constaté cette avancée, j'ai entrepris des démarches auprès du Doyen

pour que l'on y ajoute un Département de science politique. Le Doyen Claude Terrier était professeur des comptabilités très avancées, et qui évidemment n'avait aucune idée de la science politique.

Avec Jean Meynaud – je reviendrai là-dessus – nous avons rédigé cinq ouvrages. Parmi ces ouvrages, il y en a un qui s'intitule *L'Europe des affaires*. J'en ai dédié un exemplaire au Doyen. Lorsque je lui ai rendu visite 3 jours plus tard, il m'a dit : « Sidjanski, j'ai compris ce qu'est la science politique ». Il a été acquis, peut-être avec une idée un peu fautive de ce qu'est la science politique, mais plein de conviction. Il nous a aidés avec Jacques L'Huillier et Roger Girod, à créer le Département de science politique. Entre temps, Jean Meynaud, qui était professeur ordinaire à Lausanne, professeur ordinaire à Genève et professeur à l'IHEI, s'est querellé avec Jacques Freymond et s'est fâché avec la Faculté qui ne l'a pas suffisamment défendu et est parti en claquant la porte. Faut-il rappeler que Jean Meynaud était une personnalité très forte ? Il a quitté Genève et on a ouvert l'inscription.

Nommé chargé de cours en 1963, j'ai été professeur extraordinaire dès 1965, puis professeur ordinaire en 1968. Cet avancement en tant que détenteur de la chaire de science politique a coïncidé avec la création du Département de science politique. Mais cette naissance n'était pas aussi simple. Car Jacques Freymond, Directeur de HEI, considérait que la science politique faisait partie des champs d'enseignement et de recherche de son Institut. Et Jacques Freymond, c'est ça le paradoxe amusant, qui avait été mon professeur d'histoire internationale à l'Université de Lausanne, et que je connaissais très bien, s'est opposé à la création du Département à la Faculté. J'avais eu quelques problèmes avec lui déjà à l'époque de mes études, au sujet de l'interprétation de la conversion de Henri IV au catholicisme. Mais malgré cette confrontation, il m'a aussi beaucoup aidé avant mon départ pour le Venezuela, où j'ai eu des contacts grâce à lui et où j'ai été très vite admis à l'Université centrale. Jacques Freymond me combat à fond et utilise son influence, sa grande puissance. En effet, Jacques Freymond représentait à mon avis le pouvoir en Suisse. Il était directeur de HEI, qu'il a beaucoup développé, il était en même temps colonel et membre de l'état-major, membre influent du parti libéral qui tant à Genève que dans le Canton de Vaud était le parti de la classe dirigeante. Et pour comble, membre du Conseil d'administration de Nestlé. Il ne lui manquait qu'un aspect du pouvoir, le bras religieux. Mais il combinait tous les pouvoirs laïques. D'ami autrefois, il lance ainsi une attaque contre moi. A tel point que le Doyen de droit Christian Dominicé lui sert de porte-parole devant le rectorat. Le recteur Martin Peter, professeur de physique de masse, un homme d'un physique puissant, nous convoque, le Doyen Dominicé et moi, pour

exposer à la réunion du Rectorat la question de la science politique devant tous les doyens. Dominicé commence, pendant dix minutes il explique en arguant que cette discipline devra appartenir à la Faculté de droit. Un blabla traditionnel. Moi-même, dois-je vous avouer, j'ai préparé mon intervention de 15 à 20 minutes : la théorie de la science politique, son développement, sa nécessité à Genève... Quand j'ai terminé, Dominicé qui se tourne vers moi et dit : « Mais je ne savais pas que tu allais tout expliquer comme ça en détail ». Le Recteur Peter était persuadé par mon exposé. Quant à Freymond, il a essayé de me faire démissionner en exerçant une forte pression. J'étais devenu le bouc émissaire à liquider. Et la réaction du Recteur Peter ne s'est pas fait attendre : « Ne touchez pas à Sidjanski ».

Lorsque j'ai pris ma retraite, plusieurs collègues et amis – Duverger, Barroso, Inglehart et plusieurs professeurs – m'ont rendu hommage dans leurs discours, Nous quittons la salle et en montant, qui vois-je ? Le recteur Martin Peter assis dans le public. Je le salue et il se tourne vers moi et me dit : « Sidjanski, je ne me suis pas trompé ». Pour moi, son mot m'a beaucoup plus touché que les discours de mes collègues. Il m'avait vraiment défendu bec et ongles. Comme vous le constatez, je m'en suis sorti fort bien de ce complot académique et politique.

Le Département de science politique a eu beaucoup de chance. À l'époque, les budgets étaient en progression remarquable. Et comme dans cette même année 69-70, j'avais été aux Etats-Unis pendant trois mois enseigner et suivre la méthode quantitative à Michigan, j'ai fait des connaissances, de plus en plus. En dehors de Harvard ou de Princeton, j'avais aussi Michigan avec et mes amis Harold K. Jacobson et Ronald Inglehart. Ce dernier a fait de nombreux sondages en collaboration avec le Département. Plus tard, nous avons avec Jacques-René Rabier, directeur de l'information à la Commission européenne, créé les Eurobaromètres. Ainsi, le Département de science politique avait joué son rôle. Et sans modestie aucune, en très peu de temps, avec l'apport de tous ces amis professeurs, Duverger et autres, nous avons pu établir un des meilleurs départements en Europe, reconnu comme tel. Je le dis sans modestie parce que ce n'est pas seulement mon œuvre. Certes je me suis battu, c'est vrai. Et de surcroît, j'ai dirigé le Département pendant 12 ans. Je le dis sans retenue, en me rappelant l'expérience de Denis de Rougemont qui rentre en Suisse en 1945-46, et qui est interviewé à la radio. On lui demande si ses ouvrages se vendent, ont du succès et de bons échos. Et Denis de répondre : « C'est une merveille, je suis très content, tout va très bien. » A peine sorti de cette séance d'interview, l'Ambassadeur Burckhardt lui téléphone à la maison. L'historien de la renaissance l'interpelle :

« Mais Denis, tu as oublié que tu es suisse et qu'en Suisse, on est modeste. On ne se vante pas de ses succès ». Ce souvenir m'est revenu.

L'originalité du Département était qu'il était consacré à la science politique au singulier, et qu'il couvrait certes la politique suisse, française, mais aussi bien anglaise et américaine, la politique comparée, et en même temps il avait une dimension européenne. Au cours d'un audit mandaté par le Rectorat, les six experts, experts français, allemands, belges notamment ont mis l'accent sur la caractéristique la plus originale et performante, à savoir cette dimension européenne de la science politique telle qu'elle y a été développée. Dès lors, le pont a été établi avec l'Institut d'études européennes en 1963 par Denis de Rougemont, Henri Schuman et moi-même qui formait le lien organique entre l'Institut et le Département de science politique. L'Institut a vocation académique, orienté vers l'histoire européenne et vers l'analyse de l'intégration européenne et le fondement culturel cohabitant et collaborant de manière organique avec la culture. À son tour, le Centre européen de la culture complétant l'action académique, avec le Département, en tant qu'instrument de promotion et de diffusion du projet européen. C'était la science politique appliquée dans sa dimension européenne et dans son action.

Jean Meynaud entre en scène à cette époque. Je fais sa connaissance au moment où je présente ma thèse de privat-docent en 1959. C'est le commencement de notre collaboration. Jean Meynaud, un grand de la science politique française, spécialiste des groupes de pression et des partis politiques. On lui doit l'instauration du concept des groupes de pression, ainsi que la réalisation de nombreuses études sur les groupes en France.

J'allais lui rendre visite très fréquemment à Lausanne, et au cours des dîners-banquets nous discussions et élaborions nos projets. J'ai réussi à convaincre cet homme de gauche, pianiste avant de se convertir en politologue, de rédiger ensemble cinq ouvrages sur des thèmes européens : *Les groupes de pression dans la Communauté européenne* et *L'Europe des affaires*. Sa thèse a été que le gouvernement doit intervenir dans le monde économique des affaires. De mon côté, mon opinion était que l'Etat et le gouvernement doivent légiférer et que l'Exécutif doit exercer son contrôle mais ne doit pas intervenir trop directement dans les affaires. Nous avons donc deux points de vue différents et irréconciliables.

Je l'ai converti à l'Europe et nous avons commencé à faire d'abord un travail général sur les groupes de pression au niveau de l'OCDE et de la grande Europe. Ensuite, nous avons mené

des recherches sur les groupes de promotion surtout européens, un ouvrage publié en italien. Mais l'ouvrage principal représente 450 pages, comparable à la thèse de notre ami Henri Rieben. C'est un ouvrage sur lequel nous avons passé deux, peut-être trois ans. J'ai fait des recherches de base de toutes ces organisations qui sont citées, j'ai interviewé leurs dirigeants et leurs interlocuteurs de la Commission et des institutions européennes. J'ai fait des analyses puis nous les passions au crible, le tout dans un cadre théorique. J'ai consacré un été entier à Verbier à la rédaction de la première version de cet ouvrage. J'écrivais devant une fenêtre du chalet Mont-Rose qui donnait en partie sur la rue. Un jeune travailleur des champs passait et repassait. Un jour, il est venu faucher l'herbe du chalet. Il a profité pour demander à ma femme : « Est-ce que votre mari est un peu fou ? Je passe le matin tôt à 7h, il est à sa table. Le soir je rentre, et c'est allumé, il est à sa table. Qu'est-ce qu'il fait ? » Je rédigeais les différents chapitres que j'envoyais au fur et à mesure à Jean Meynaud. Il les revoyait et nous mettions les textes au clair. L'ouvrage a été publié par l'Institut européen de l'Université libre de Bruxelles en 1971... avec quelque retard dû à notre ami Goriély. Professeur à l'Institut, Goriély était un des spécialistes des intégrations sociales et des systèmes politiques comparés. Nous avons confié notre manuscrit à ce collègue, un peu distrait, qui l'a mis dans un tiroir, et il l'a oublié. Un beau jour nous avons commencé à nous inquiéter du sort qui avait été réservé à notre texte. Six mois passent, presque une année, on lui téléphone, et on lui demande s'il a pris une décision. Il répond : « De quoi ? Quelle décision ? ». « Mais vous avez notre manuscrit ! ». Il répond : « Aaah bon !! Je vais vite le regarder ». Il prit ainsi connaissance de notre manuscrit et ils l'ont publié dans le mois qui a suivi. C'est vite devenu un ouvrage de base concernant les groupes de pression européens, du moins à cette époque. Parce que depuis, tout a beaucoup changé. J'ai fait une ou deux mises à jour avec un de mes collègues, Ural Ayberk, dans des articles qui concluent que le grand changement était intervenu avec l'avènement de l'ère informatique. Autrefois, l'indicateur d'importance d'un groupe était le nombre de personnes qu'il avait à Bruxelles, le budget, l'expertise... Aujourd'hui, ils n'ont pas besoin de grand budget, ils communiquent, ils font des réunions par internet. De sorte que vous n'avez plus ces structures aussi importantes, mais des noyaux de réseaux. C'est ainsi que des groupes sur l'environnement qui n'étaient pas très forts parce que n'ayant pas beaucoup de moyens, sont devenus extrêmement efficaces grâce à ces nouvelles méthodes.

Nous nous sommes penchés sur le Comité Monnet parce que nous avons considéré que c'était un groupe de promotion tout à fait exceptionnel. Jean Monnet qui l'a créé après l'échec de la CED, a eu cette capacité extraordinaire qui lui a permis de réunir les dirigeants, les syndicats et

des partis pro-européens, des politiques de haut niveau ainsi que des grands acteurs de l'économie et des différents cercles. Bref, une représentation exceptionnelle de hauts dirigeants pro-européens qui ont contribué à un dynamisme remarquable. D'ailleurs, quand on examine les résolutions du Comité, on constate qu'elles sont porteuses d'un fait extrêmement novateur. Elles portent la marque de la stratégie de Jean Monnet, c'est que la promotion des idées et projets jointe à l'étude de la réalité et les projets que l'on présente jouent un rôle fondamental dans le progrès de l'intégration européenne.

Je fais une digression.

Il y a quelques jours, j'étais dans une réunion d'un Club conservateur à Londres, « Le Cercle » pour exposer l'état de l'intégration européenne dans la situation actuelle de crise, ainsi que mon opinion sur l'avenir de l'Union européenne. L'ancien président tchèque, Václav Klaus a pris la parole et m'a attaqué sans ménagement, en concluant : « Vous êtes un beau rêveur, vous nous exposez des idées qui n'ont aucun sens, aucune réalité, vraiment vous aurez pu vous en passer. Vous nous présentez vos rêves et pas la réalité ». Je lui ai répondu d'un ton relativement calme alors que je bouillonnais à l'intérieur : « Vous savez, j'ai étudié en profondeur cette extraordinaire avancée historique et j'ai participé autant que je le pouvais au mouvement européen. J'ai constaté que les grands rêveurs étaient Jean Monnet, Denis de Rougemont, Alcide De Gasperi, Robert Schumann, Konrad Adenauer, suivis par Helmut Kohl, François Mitterrand, Jacques Delors et bien d'autres. Ces personnalités que nous admirons étaient des rêveurs extraordinaires. Ils ont même contribué à projeter leurs rêves dans la réalité d'aujourd'hui. Grâce à eux, vous êtes assis là à discuter de l'avenir de l'Union européenne ». Ce fut le silence. Dois-je faire remarquer que pour moi Jean Monnet était un rêveur et un grand visionnaire, mais en même temps un concepteur d'idées et de projets fondés sur l'analyse des réalités. C'est ainsi qu'il a conçu et promu la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il avait compris la « solidarité de fait » et l'interdépendance entre le coke allemand et le minerai de fer français. Mis ensemble ils produisaient de l'acier. La Ruhr est l'exemple de l'interdépendance de ces deux ennemis traditionnels. Le miracle s'annonce dès le *Manifeste fédéraliste* de Rossi et Spinelli, mais aussi chez d'autres que j'ai côtoyés.

Je dois avouer que je suis toujours ébloui par ce miracle : trois ans après la guerre a eu lieu le Congrès de La Haye en 1948 et la Déclaration Schuman en 1950. J'ai vécu la guerre, et deux ans plus tard je trouve Paris détruite, délabrée, triste. Qui pouvait imaginer à ce moment qu'on aurait le courage et la capacité de proposer ce que les dirigeants français ont proposé à l'Allemagne, à savoir la CECA ? La France a renversé sa politique extérieure. Après la

Première guerre, la politique consistait à contrôler, à dominer l'Allemagne. D'ailleurs cette idée, on la retrouve chez les Américains qui pensent qu'avec la force, on peut tout imposer. Abandonnant cette idée, les Français ont donné la main aux Allemands. C'est une révolution pacifique extraordinaire. Récemment, j'ai relu Madame de Staël. Et ce qui m'a frappé chez elle, c'est sa sagesse : ses idées issues de la révolution et imprégnées du libéralisme. La meilleure façon de faire la paix entre ennemis est que le vainqueur tende la main au vaincu immédiatement et se réconcilie avec lui. Outre le miracle franco-allemand, j'en connais un autre exemple : Sonderbund : les protestants vainqueurs reconnaissent immédiatement les catholiques en tant qu'égaux sans faire de distinction. Ce cas évoque la main tendue à l'Allemagne par la France.

Un principe contraire a été appliqué à la Russie. Au début des années 1990, le Président Mitterrand propose une confédération avec la Russie. Le projet est bloqué par le Président tchèque Havel, alors qu'il portait une vision prometteuse : bâtir ensemble en tendant la main à la Russie qui nous a rendu un immense service. En revanche, on a trouvé le moyen de renforcer le courant de l'OTAN, qui depuis la fin de la guerre froide avait perdu sa raison d'être : à savoir la défense de l'Occident. L'OTAN est un instrument de guerre, avec les généraux qui pensent et préparent la guerre, qui utilisent le vocabulaire de guerre – plan d'attaque, de défense – et propagent la course aux armements. Après 1989, la destruction du Mur, la désintégration de la Yougoslavie et de l'Union soviétique, il y avait la promesse de dissoudre les deux organisations militaires, le Pacte de Varsovie et l'OTAN. Le premier a été dissous, mais pas l'OTAN qui représente un courant atlantique militaire distinct de celui de l'intégration européenne. Et aujourd'hui, l'OTAN cherche sa raison d'exister en intervenant dans la crise ukrainienne. Ce qui modifie l'approche de l'Union européenne qui forme le « soft power », selon notre ami Joseph Nye. Soft power très important que l'on n'a pas utilisé en Ukraine. On est en train, sans en avoir les moyens, de pousser vers une sorte de guéguerre qui peut parfaitement se transformer en une guerre plus générale. En effet, contrairement à ce qui s'était passé au Kosovo lorsque la Russie était faible et que les Etats-Unis étaient la super puissance, dans la situation actuelle la Russie a ré-émergé en tant que la deuxième puissance nucléaire du monde, proche des Etats-Unis. Elle peut détruire le monde entier. Tout ce que nous avons fait, et notamment les sanctions, ont contribué à renforcer un dictateur en germe, soutenu par tout son peuple qui approuve à 85% sa stratégie. De surcroît Poutine s'appuie sur une propagande terriblement efficace.

Mais je reviens quand même à notre thème essentiel qui est la stratégie de Jean Monnet.

Cette personnalité de premier plan que je n'ai pas connu de près, mais dont j'ai lu écrits et discours, et avec son action que nous avons analysée avec Jean Meynaud, avait une double stratégie : tout d'abord il avait conçu le processus de décision communautaire qui est une combinaison géniale qui reproduit au fond une méthode fédérale. C'est une approche où vous avez une institution qui propose et une autre qui décide : la Commission propose, le Conseil des ministres qui représente les Etats décide en « codécision » avec le Parlement. On est parvenu là, selon la vision de Jean Monnet de l'avenir. A l'époque déjà, si on regarde la Haute autorité, elle n'était pas esseulée mais inscrite dans un système institutionnel équilibré. Certes, la Haute Autorité était dotée du pouvoir de décision tout en ayant à ses côtés un Conseil des ministres qu'elle consultait, qui tranchait par un oui ou non, une Assemblée européenne parlementaire consultative. Il avait mis en place une esquisse d'un système démocratique : une Haute Autorité, un Conseil des ministres, une Cour de justice et un Parlement embryonnaire. Il a conçu tous les éléments d'une construction ouverte sur l'avenir. Il n'a pas bloqué les choses. Quand vous utilisez le terme de l'Etat, vous évoquez une situation stable, statique. Jean Monnet n'a pas utilisé ce terme si ce n'est dans son ouvrage « Les Etats-Unis d'Europe ». Ça sonnait bien à l'époque mais dans la réalité il l'a dépassé. Et sa méthode telle qu'elle est, avec des consultations préalables des groupes, des conseils économiques, spécialisés est remarquable. Nous l'avons analysée et nous avons constaté qu'à cela, il a ajouté sa stratégie générale qui était au fond une stratégie d'intégration secteur par secteur, fondée sur la solidarité de fait. Si vous créez un marché commun simple, vous commencez par démanteler les frontières, mais en démantelant les frontières, vous posez des questions de type social, des questions qui concernent les finances, qui concernent la monnaie, les échanges... Et ceci a bien fonctionné jusqu'à la crise.

C'est la crise qui a rompu cet engrenage. Et c'est pourquoi je pense que maintenant cette stratégie est arrivée à ses limites. Il est évident que si vous voulez aujourd'hui conserver à long terme, faire fonctionner comme il faut l'euro, il est indispensable de créer un étage politique. On ne connaît pas dans l'histoire une monnaie qui ait survécu sans un pouvoir politique. Lorsque l'union monétaire latine a été créée sans pouvoir politique, elle s'est dissoute d'elle-même. Ici la différence est que l'euro demeure encadré par un ensemble institutionnel. Cela ne veut pas dire que la monnaie puisse vraiment survivre sans une solidarité exceptionnelle.

Le fait est que la crise, contrairement à ce qu'a imaginé et conçu Jean Monnet, nous a obligés notamment par une réaction des grands pouvoirs dont l'Allemagne, à penser national. La responsabilité n'a pas été prise en tant que responsabilité européenne avec une solidarité d'aide

et des règles strictes. Non, on a commencé par dire, « on va les punir les uns et les autres ». Donc on a attribué la responsabilité aux Etats. Mais comment se fait-il que la Commission n'ait pas perçu tout cela avant ? Pourquoi elle n'a pas donné des alertes. Une monnaie exige une certaine harmonie des budgets, une union économique. Ça ne suffit pas, parce que si les divergences s'accroissent entre les économies des Etats membres, nous allons vers des éclatements. Et c'est ce qui est dangereux. Nous avons beaucoup discuté avec Rabier qui était un proche de Jean Monnet, il était dès le début dans les petits groupes qui réfléchissaient aux plans autour de Jean Monnet. Nous avons beaucoup discuté sur ce concept, « est-ce que l'intégration est réversible ou non ? ». Et moi j'ai toujours soutenu que pour l'instant, elle peut être réversible. Je crois que la crise a entamé un processus de désintégration. C'est maintenant que l'on revient à une certaine solidarité. Mais au départ, c'était combiné avec les nationalismes, les populismes qui se sont réveillés, avec ces partis anti européens dont le thème est sortir de l'Europe. Marine le Pen le dit clairement et l'UKIP veut faire sortir la Grande Bretagne de l'Europe. En guise de réponse, le Premier Ministre David Cameron n'a rien mieux à proposer qu'un référendum sur la question. Nous sommes dans un processus négatif.

Ce qui m'amène, si vous le permettez, à l'effet des sanctions. Pour l'Amérique, les 2% des échanges avec la Russie sont minimes et ne comptent pas. Ce qui l'intéresse, c'est la stratégie militaire, ce sont les armements, les missiles, le nucléaire... Pour nous, la Russie est le troisième partenaire de l'Union européenne. C'est dire que nous appliquons des sanctions qui sont auto-punitives. Que veut dire sanctionner ? Cela veut dire qu'on interdit par exemple à nos industries, à nos groupes de technologies avancées d'exporter vers la Russie. Ça veut dire qu'elles sont punies. Elles comptaient sur ces exportations pour vivre et se développer. Et le pire dans tout cela, nous avons maintenant attaqué le marché financier, les différentes sources financières en Russie. Les Chinois viennent soutenir les Russes et nous, en tant qu'investisseurs n°1 en Russie, nous serons remplacés peu à peu par les Chinois. Comme nous sommes remplacés en Sibérie qui s'ouvre à la Chine, et nous risquons de perdre ces grandes potentialités que représente cette partie du monde. Ceux qui investissent là sont de plus en plus les Chinois mais également, ce qui est impressionnant, le gouvernement japonais et celui de la Corée du Sud, qui ont donné des directives en quelque sorte à leurs grands groupes et à leurs investisseurs d'aller en Sibérie, pour ne pas y laisser libre accès uniquement à la Chine. Car la Sibérie est un des endroits les plus riches en différents minerais rares dont nous avons besoin, et pas seulement en gaz.

Et en définitive, avec ce que nous avons fait, les sanctions contre la Russie, s'ajoute le fait que nous l'avons isolée. Or toute la théorie de Jean Monnet, de Denis de Rougemont, la mienne

aussi, c'est qu'il faut dialoguer, il faut négocier avec l'autre. Il faut savoir ce qu'il veut, essayer de trouver des arrangements. Si vous écarterez toute négociation, vous partez sur des idées qui peuvent être aberrantes. Et nous sommes partis sur cette voie ! Ainsi les puissants investisseurs russes qui étaient à Genève, qui ont été sanctionnées nominalement, ont plié bagage et sont allés en Russie, tout en réorientant leurs investissements en Chine. Ce déplacement extrêmement rapide s'est effectué en 24 heures, sans attendre des mois et des mois. Aussi, ce qui m'inquiète énormément, c'est de voir que nous avons poussé la Russie dans les bras des Chinois. Depuis un peu moins de 10 ans, il existe ce fameux accord de Shanghai. L'accord de Shanghai est une coopération économique et militaire. Et l'accord dit, sans l'inscrire dans les statuts, qu'un de ses objectifs est de s'attaquer ensemble à la domination américaine. Ainsi nous poussons les Russes du côté de l'Asie. Le plus grand contrat de gaz a été signé récemment entre le Russie et la Chine. Vous voyez que nous sommes en train par notre manque de vision de déplacer les pouvoirs, au lieu d'attirer la Russie (je ne dis pas l'admettre comme membre, ni elle, ni l'Ukraine), de la garder dans notre sphère, de développer par des moyens d'attraction et d'influence peu à peu la démocratie. M. Poutine n'est pas éternel. Les choses changent. Nous avons vu qu'à un moment donné, il y a eu beaucoup de contestations et de mouvements en Russie. La société est vivante mais maintenant, elle est mobilisée contre l'ennemi. Et nous sommes l'ennemi, car nous sommes identifiés de plus en plus aux Etats-Unis. Et l'erreur très grande sur le plan du vocabulaire, c'est de parler de l'Occident. Non. Dans l'Occident, il y a les Etats-Unis qui ont des intérêts différents, qui ont installé des missiles dans le ventre de la Russie en les prenant pour des naïfs et en disant que c'est contre l'Iran. Et l'Iran maintenant qui est devenue fréquentable, à quoi servent les missiles ? Il faudrait les supprimer. Mais non, on les garde, dans le ventre de la Russie. Et on installe maintenant des troupes américaines un peu partout, pour répondre à la peur qu'éprouvent certains pays qui ont une frontière commune avec la Russie. Nous sommes dans une confusion totale et nous allons contre notre intérêt.

2^e partie

Je n'ai pas mentionné une dimension internationale de mon parcours. Parce que par un hasard, ayant appris l'espagnol au Venezuela, j'ai été en 1967 à Buenos Aires. Un des collaborateurs à l'époque du Directeur général de la Banque interaméricaine Gustavo Lagos, est venu me voir afin qu'en tant que Secrétaire général de l'Association des Instituts d'Etudes européennes, je lui explique comment fonctionnent les Instituts, comment ils sont organisés. C'était une sorte de consultation. Il est rentré et a créé à Buenos Aires l'Institut latino-américain d'intégration. Il organisait des cours et séminaires, dans lesquels il faisait participer les jeunes fonctionnaires,

diplomates et experts du gouvernement. On avait de grandes salles et j'y suis allé avec Raymond Barre à l'époque, vice-président de la Commission européenne, que De Gaulle considérait comme le plus grand économiste français. Lui, donnait des cours sur l'économie de l'intégration, et moi, sur le fonctionnement des institutions... Imaginez-vous que plus tard, en faisant des missions au Groupe andin, où j'ai passé un ou deux mois en consultation avec eux, j'ai fait le tour des principaux dirigeants. Le premier contact était souvent sportif (tennis), mais la discussion portait plutôt sur le fonctionnement des institutions. Et plusieurs m'ont dit, « nous avons été dans vos séminaires et ceux de Raymond Barre. Nous avons retenu plusieurs règles de fonctionnement de la Communauté économique européenne, notamment que la proposition exige l'unanimité contre elle, et nous les avons inclus dans les statuts du Pacte Andin. » Vous voyez, ça a marché parce qu'il y avait la communication, et la stratégie était très bonne. Cet ami connaissait bien le fonctionnement des Etats latino-américains. Ceci dit, j'étais aussi au Guatemala, où j'étais appelé à la suite de la publication de mon livre sur les intégrations en Amérique latine. J'y ai vu le Secrétaire général du Marché commun des pays de l'Amérique centrale, avec lequel nous avons passé une semaine, isolés, à 40 km de Guatemala City, dans un lieu merveilleux, historique, à réfléchir et réformer les statuts de ce Marché commun. Deux années plus tard, il a été nommé directeur à la CNUCED à Genève. Il m'appelle pour m'inviter à un déjeuner et me dit, « il faudrait faire une étude des intégrations régionales dans le monde. Est-ce que vous acceptez ? ». J'étais alors professeur ordinaire au Département de science politique et à l'Institut universitaire d'études européennes, créé par Denis de Rougemont, Henri Schwamm et moi-même en 1963. J'ai dit oui quand même. Et j'ai fait le tour du monde de tout ce qui existait comme intégration, en commençant par l'Afrique. Il y avait l'Afrique de l'Ouest à l'époque qui était encore intégrée avec une monnaie commune... Il y avait un projet d'intégration des pays du Nord-africain entre le Maroc, la Tunisie et l'Algérie qui le refusait. Il y avait en Amérique latine les deux que nous avons mentionnées, et la 3^e venait d'être agréée, c'est le Pacte Andin. En Asie l'ASEAN, qui existe encore, regroupe les Etats du Sud-Est. J'ai fait le tour pour étudier toutes ces intégrations en deux mois. Le résultat est une analyse des structures et de leur fonctionnement. Par la suite, nous avons organisé à Bangkok un séminaire avec tous les hauts ministres responsables de l'intégration et de l'économie des pays membres des intégrations régionales. Et nous avons fait des comparaisons. Il y a eu des discussions horizontales entre eux, échanges d'expériences, pourquoi ça marche, pourquoi ça ne marche pas... Il en est résulté un petit livre. Evidemment, les pratiques après n'ont pas toujours suivi ce que l'on avait souhaité ou prévu. Mais c'était une expérience extrêmement enrichissante parce que je pouvais profiter de ma connaissance de l'intégration européenne en tenant compte

des différences avec celles des intégrations étudiées. Les pays en voie de développement n'ont pas la même capacité. L'UDEAC (l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale) avait une monnaie commune ; j'ai été plus tard refaire son statut, son traité de base. J'en ris parce que je me suis retrouvé seul avec 6 représentants des présidents d'Afrique centrale pour négocier les nouveaux statuts de l'UDEAC. Fait curieux, le Secrétaire général de l'UDEAC a préféré partir en voyage et m'a laissé tout seul mener les négociations. C'était d'ailleurs assez extraordinaire, on est parvenu à un accord sur le traité de 1974, modifiant le statut fondamental de l'UDEAC.

Ces expériences ont je pense réellement enrichi ma connaissance de l'Europe. Parce que j'ai vu qu'il y avait certes des éléments communs, mais il y avait aussi de profondes différences. Il fallait par conséquent en tenir compte, et c'est une méthode comparative qu'il fallait appliquer.

Au cours de cette période, j'ai continué les enseignements et les recherches, et tout ce que vous connaissez. Si vous regardez mon CV, vous verrez que j'ai dirigé des dizaines de colloques sur l'Europe, de groupes de réflexion sur différents thèmes, avec des collègues éminents, et notamment avec mon ami Jean-Louis Quermonne, qui est remarquable, avec lequel nous avons beaucoup collaboré. D'ailleurs c'était le premier qui m'avait invité pour faire un cours en tant que professeur invité à l'Université de Grenoble en 1963, cours sur le Marché commun à peine mis en marche. J'ai fait plusieurs déplacements. C'était d'ailleurs cauchemardesque parce qu'il fallait changer de train de nuit, mais à part ça, c'était passionnant. Parce qu'il y avait de nombreux étudiants de l'Institut d'études politiques qui avaient comme une des matières importantes l'intégration européenne mais aussi des étudiants de la Faculté de droit. D'où mon amitié de longue date avec Jean-Louis, d'où nos débats amicaux sur la notion du fédéralisme. Alors là, j'ouvre une parenthèse. Nous avons échangé des correspondances toujours amicales parce que nous sommes de grands amis qui se respectent, mais nous ne partageons pas toujours les mêmes concepts. Il a publié avec Maurice Croizat un livre sur le fédéralisme intergouvernemental. J'ai réagi et lui ai dit, c'est ou fédéraliste, ou intergouvernemental. Dans une fédération comme la Suisse, on peut avoir des accords intergouvernementaux de canton à canton. De même qu'au Canada, il y a la même expérience. Mais l'ensemble de ces conventions prend place dans un cadre fédéral et le processus essentiel est politique. Il n'est pas intergouvernemental. Sur ce point, nous avons eu des discussions et des dissensions pendant longtemps. Je crois qu'il a admis à la fin que c'est une contradiction dans les termes, influencée

par son ami et collègue Croisat qui rentrait du Canada où il avait observé ces accords entre les différentes unités de la fédération.

Ce « communautaire-intergouvernemental » nous a amené à échanger des correspondances de 5 à 10 pages, en expliquant l'un à l'autre pourquoi il est essentiel de garder la méthode communautaire de Jean Monnet. Et ce que l'on constatait, c'est que la crise de 2008 avait fait éclater au grand jour la différence communautaire vs intergouvernemental. On a admis que le processus a été modifié, dénaturé. Parce que le traité de Lisbonne, dans l'ensemble, a fait des avancées en élargissant le champ de la méthode Jean Monnet. Mais lorsque la crise a éclaté, le Président du Conseil européen Van Rompuy a réuni ce qu'on appelait une « task force » informelle. J'estimais que ce n'était pas à lui de la réunir mais à la Commission ; deuxièmement, il parlait de réunions informelles alors qu'il convoquait tous les ministres des finances, plus un seul représentant de la Commission et Jean-Claude Trichet de la Banque Centrale Européenne. De ce fait s'est produit un glissement de la méthode Jean Monnet vers l'intergouvernemental. D'où le paradoxe : la Zone euro qui fonctionne à l'intergouvernemental. Ce qui est une absurdité. Vous créez une Zone qui est au fond l'avant garde la plus avancée, elle a une monnaie commune, elle est censée avoir une politique économique au moins coordonnée, sinon commune. Et alors, vous appliquez la méthode intergouvernementale où n'importe qui peut dire non, car il faut avoir consensus entre les représentants gouvernementaux ! Ainsi avez-vous déplacé le pouvoir vers les Etats membres. Dans la même lancée, ce changement convient évidemment aux grands pays parce que dans l'intergouvernemental, ils dominent, ils s'imposent carrément. Il n'y a pas d'équilibre garanti par l'action de la Commission, laquelle perd son rôle d'initiative, et dans ce processus le Parlement est totalement écarté. Par cette régression, on a annulé ce qui était le plus avancé dans l'Union, à savoir la méthode communautaire. Et de ce fait toutes les agences qui ont été créées, pas celles que la Commission a créées qui fonctionnent à l'intérieur du Traité, mais les agences d'aide, par exemple, sont intergouvernementales. Le fonds monétaire, que j'appelle le fonds monétaire européen, qui n'est pas un fonds complet, tout ceci est intergouvernemental.

J'ai eu une discussion avec Elisabeth Guigou qui, en tant que présidente de la Commission des affaires européennes à l'Assemblée Nationale, avait écrit avec un autre collègue un rapport en disant que c'est passer, ce n'est pas grave, ce clivage entre intergouvernemental et fédéral ou méthode communautaire. La même affirmation figure dans la déclaration du Président du Conseil européen, Van Rompuy, qui dit qu'au fond, c'est un faux débat. Non, c'est un débat essentiel, et ils ont fait glisser tout le processus-clé vers l'intergouvernemental. Ce qui a rendu

plus difficile la sortie de la crise et la négociation. Parce que la Commission a eu beaucoup de difficultés à se remettre dans le circuit. Et c'est grâce notamment à Barnier, qui a travaillé efficacement, qu'on a réussi à mettre une réglementation et à créer des instruments de projection, de prévision et d'alerte qui demeurent dans le sein du traité. Ce qui est absurde, c'est que l'élément le plus dynamique – la monnaie unique, un pas extraordinaire à l'avant-garde – est en contradiction avec le fonctionnement de base du traité dans lequel s'inscrit cet élément dynamique qui utilise l'intergouvernemental, alors que le traité utilise le système institutionnel avec la Commission, le Conseil, le Parlement. Le grand danger aujourd'hui est le retour à la procédure traditionnelle dans un domaine régalién par excellence.

A cela s'ajoute le fait que l'on a minimisé l'importance des relations extérieures. Madame Ashton était certes Vice-présidente de la Commission mais sans pouvoir réel et sans substance. Elle était un « ministre des Affaires étrangères » auquel les gouvernements membres dictaient la ligne politique à l'unanimité. En Suisse, à titre d'exemple, aujourd'hui encore c'est le Conseil fédéral qui définit la politique extérieure et le ministre des Affaires étrangères la met en musique. Il a une influence, mais il ne peut pas faire le contraire de la politique décidée à la majorité par le Conseil fédéral. Cette pauvre femme qui était désespérée au début (d'après les témoignages que j'ai recueillis), avait des collaborateurs remarquables mais qui n'avaient pas de stratégie. Ils réagissaient au jour le jour. Et c'est là le grand défaut de toute notre construction. C'est que nous réagissons aux actions, et surtout aux actions extérieures.

Nous avons aujourd'hui deux facteurs fondamentaux, de grandes pressions en faveur de la création d'une Union politique. Qu'elle soit limitée au départ à la Zone euro ou qu'elle soit plus large, c'est un autre problème. Mais nous subissons cette pression très forte de la monnaie unique à l'ombre du clivage intergouvernemental/communautaire, auquel s'est ajouté maintenant la crise de l'Ukraine et de la Russie, qui montre une Europe totalement désorientée, agissant en suivant les Etats-Unis, de temps en temps atténuant les sanctions... Mais vous ne voyez pas une projection, un plan, une stratégie... Ma conclusion provisoire là-dessus est qu'il faut nous rendre compte que, que l'on aime ou pas la Russie, sans elle nous n'aurons pas la paix dans cette région. La Russie est une grande force militaire, 140 millions d'habitants, active, disposant de ressources, et nous, pouvoir doux, lauréat du Prix Nobel de la Paix, nous sommes en train de faire une sorte d'agression économique en lui appliquant des sanctions. Alors je me suis demandé, pourquoi l'UE a pris le parti de l'Ukraine ? Pourquoi ce choix ?

Ce choix est une erreur qui commence par tout ce que nous savons déjà depuis très longtemps, puisqu'on a écarté la confédération avec la Russie proposée par le Président Mitterrand. La Commission a proposé et a mis sur pied le Partenariat oriental qui regroupe six pays (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie) en dehors de la Russie. José Manuel Barroso m'a dit, « j'ai proposé au Président Poutine de s'associer, mais il n'a pas réagi positivement ». Je lui ai dit qu'ils n'ont pas cherché ni passé en revue des formules différentes de participation de la Russie. Peut-être que la Russie aurait pu être la garante, au même titre que l'Union européenne, de ce Partenariat oriental, parce que l'Ukraine, non seulement fait le transit d'une bonne partie du gaz russe vers l'Europe, mais en plus, elle-même a des relations économiques très intenses avec la Russie. Couper l'Ukraine de la Russie n'a pas de sens ! A moins que cela ne corresponde à une stratégie de division et d'affrontement promue par les Etats-Unis.

Deuxième point : on met à l'écart la Russie, commence la crise ukrainienne. D'abord je constate que l'Ukraine est un des pays les plus corrompus, on le sait. Deuxièmement je constate que les changements ne sont pas démocratiques mais imposés par des mouvements tels que la révolution orange et révolution de Maidan. Est-ce ça la démocratie ? Au moment où tout ceci se déroule, la Commission et le Conseil réunis à Vilnius décident de proposer à l'Ukraine un accord d'association. On met un pays qui est déstabilisé devant un choix impossible, ce n'est pas un choix. Ce pays a besoin de deux coopérations tant avec l'UE qu'avec la Russie. C'est tout à fait clair. D'autant plus qu'il abrite une grande minorité russe en son sein. En revanche, on l'a déstabilisée. Le Président Poroshenko, à peine arrivé au pouvoir, déclare qu'il va récupérer la Crimée. Mais dans le discours, ce qui m'apparaît de première importance est de constater qu'il songe à créer un Etat unitaire. Ça veut dire qu'il ne tient pas compte de la grande minorité russe. Deuxièmement, lors de la Révolution, ils avaient décidé que la langue russe n'était plus officielle. Ils ont dû faire marche arrière parce que l'Union européenne a affirmé que cela était contraire à ses principes. Mais ils ont utilisé aussi la force pour imposer l'Etat unitaire. Evidemment, si vous aviez été à la place de Poutine, vous auriez fait quelque chose pour défendre les Russes qui vivent en Ukraine en vue d'une coexistence pacifique durable.

Maintenant Kiev – il faut faire très attention – demande des armes, que l'Amérique est prête à lui fournir. A Kiev, vous avez aujourd'hui un président pacifiste qui veut trouver une formule de paix. C'est un businessman qui commence à comprendre qu'on ne peut pas imposer par la force un régime centralisé. Et un Premier ministre qui est en guerre. Et ce Premier ministre

pousse le Président à demander des aides en armes. L'OTAN se réunit, déclare qu'elle est prête à apporter son soutien, mais en même temps, souligne qu'en tant qu'organisation, elle ne peut pas apporter une aide armée. On en déduit que chaque Etat pourra à sa guise fournir des armes ou ne pas les fournir. C'est le même système qui a été appliqué lors du conflit au sujet du Kosovo. C'est un point que j'ai beaucoup discuté avec José Barroso. L'Union n'ayant pas trouvé moyen de reconnaître le Kosovo en tant que telle, a laissé le choix à chaque Etat, « la reconnaissance est une compétence personnelle des Etats ». Résultat, 5 Etats ne reconnaissent pas le Kosovo, qui est reconnu par les 23 autres Etats membres. De même, où est la cohésion de l'UE dans les relations avec la Russie, territoire et puissance immense ? La relation entre les différents pays membres a été mise à l'épreuve par le conflit au sujet du Kosovo, petit pays qui fut à l'origine du bombardement de Belgrade. Les Américains ont une des plus grandes bases militaires au Kosovo. Il y a un courant qui est un courant militaire, et qui dépend plutôt des américains et de l'OTAN, et un autre courant qui normalement est un courant ouvert, d'association, de négociation. Et j'ai demandé par écrit dans mes conversations avec Barroso, « vas voir Poutine, ou voyez-vous quelque part, pour discuter de la paix dans les Balkans. Le premier geste que vous avez fait est une erreur incompréhensible ». Ils devaient se réunir à 8, ils se sont réunis à 7 parce que les Etats-Unis ne voulaient pas de la Russie. Tout aurait pu être résolu dans une discussion ouverte, les cartes sur table. Non, on a préféré isoler la Russie et on continue à la tenir à l'écart. C'est une méthode totalement aberrante. Nous allons le payer parce que l'effet est déjà désintégrateur. Il y a 3 ou 4 pays qui ont affirmé qu'ils ne veulent pas appliquer les sanctions parce qu'elles sont mortelles pour eux : la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie ...

Et aussi, la Bulgarie dont le gouvernement a affirmé vouloir appliquer les sanctions. Je sais par les sondages et ce que nous savons de la Bulgarie qu'elle est très proche de la Russie. Mais nous sommes en train de créer un clivage à l'intérieur de l'UE entre ceux qui sont pour les sanctions et ceux qui sont contre. Donc on est en train de faire éclater nos sociétés comme on l'a fait dans le cas de la Grèce, où on a vécu la création d'un parti néo-nazi qui représente 10 à 12% de l'électorat grec. La marche vers une catastrophe est lancée.

Je vous le dis franchement, je suis parfois malade, je ne peux pas dormir en voyant que nous refusons de nous mettre à table avec les Russes, les Ukrainiens, de voir quelles sont les données et de trouver une solution. Nous avons créé des sanctions contre nous-mêmes. Il faut être fou. Si je suis en relations commerciales avec vous, si je vous vends 50% de mes produits et vous m'achetez ça, quelles sanctions je peux prendre contre vous ? C'est m'auto-sanctionner et c'est

ce que nous sommes en train de faire. Je crains que cette situation ne perdure, et je vois que, si vous regardez d'une part la crise, les populistes, les nationalistes, les anti-européens, Hitler et Mussolini, sont nés des crises. Ils ne sont pas nés au moment où tout était parfait. L'Allemagne était détruite après la première guerre mondiale, ils arrivaient avec des corbeilles de mark pour acheter un pain. C'était effrayant. Politiquement, c'était totalement décousu, confusion totale. Et c'est là qu'est né Hitler. C'est là que poussent des dictateurs. Dans des situations où il y a un désespoir de plus en plus grand, où on crée des mouvements type Syriza, mais qui n'est pas encore tout à fait anti européen. Tandis que Grillo ou le UKIP sont anti européens. Et c'est là où on place maintenant les Ecossais. Parce que les Ecossais disent, « les Anglais sont pour la sortie de l'Europe, on voit qu'il y a le référendum. Mais nous, nous voulons rester. Donc si nous devenons indépendants, c'est garantir que nous allons demeurer dans l'Europe. » Nous en arrivons à des situations totalement ubuesques.

Et mon ami Barroso (je reviens à lui), il est choisi, les uns disent par manque d'autres candidats, les autres disent parce que c'est un petit pays, d'autres encore parce qu'il était ami de X, Y. Toujours est-il qu'après 2 ans en tant que Premier ministre au Portugal, il est désigné comme Président de la Commission. A la veille de tout ça, en janvier, nous organisons un Dialogue des cultures à l'Université de Genève. Ensuite, en avril nous allons au Portugal où le Premier ministre nous reçoit, et nous avons un grand colloque sur le Dialogue des cultures. C'est dans la tradition de Denis de Rougemont. Le premier Dialogue a eu lieu à Bâle dans les années 1960. Et Denis en est sorti handicapé, parce qu'il avait eu une attaque au cœur, et il en a été malade pendant assez longtemps. C'est vous dire que c'était tellement lourd d'organiser un grand colloque.

Et au dîner de Lisbonne, sur le port en bas, dans une forteresse ancienne, j'ai à côté de moi, Hélène Arweihler, ancien Recteur de Paris. Et Hélène me dit, « Dusan, ton élève, pourquoi ne devient-il pas Président de la Commission ? ». Je réponds, « Hélène, ce n'est pas à nous de décider ». « Mais non, il doit, il peut, s'il veut. Est-ce qu'il aimerait ? ». Il ne s'est pas passé un mois et demi qu'il a été désigné par le Conseil européen comme Président. Plus tard en juillet, il passait devant le Parlement, et il a été entériné en tant que Président de la Commission. Et je dois vous avouer, quand on m'a téléphoné, et on m'a dit « José Manuel est Président de la Commission », j'ai poussé des cris de joie. C'était quand même extraordinaire d'avoir une relation amicale avec José qui venu en 1980 à Genève. Il a fait toutes les équivalences à l'époque où on demandait de passer des examens dans presque toutes les matières. Il avait fait auparavant du droit. Il a tout réussi, de surcroît, magnifiquement bien. Ensuite, il a fait un

diplôme de science politique, et un diplôme à l'Institut européen, les deux sous ma direction. Il a en même temps suivi les cours et les séminaires de Denis de Rougemont. Il était très européen à son arrivée. Après avoir fondé avec d'autres étudiants le mouvement européen dans son pays, il a été nommé assistant, parce que j'ai constaté que c'était un garçon brillant. Nous avions une quinzaine d'assistants qui devaient encadrer dans les séminaires les 400 à 500 étudiants en première année. Chaque assistant avait un ou deux séminaires qu'il dirigeait. C'était une organisation efficace. José a été le meilleur parmi tous. Alors un jour, en arrivant au bureau, ma secrétaire – d'une énergie impressionnante – m'interpelle : « Professeur, vous devez décider. Il est absolument nécessaire que vous preniez dans votre bureau un de vos assistants. Qui ? C'est à vous de décider. Mais il le faut. » Voilà la table près de la fenêtre.

C'était au-dessus de Landolt rebâti en 5 étages et situé en face du bâtiment principal de l'Université, sur cette place qui réunit les 3 pôles, les Bastions, Uni-Dufour, et le Landolt transformé en bureaux de l'Université. J'avais le bureau de direction qui possédait deux grandes fenêtres. J'ai choisi José Barroso pour occuper la table devant ma fenêtre. Pendant trois ans et demi, il était tous les jours à côté de moi. Il écoutait presque toutes mes conversations. De temps en temps, quand il voyait que c'était trop délicat, il s'absentait lui-même. Je veux dire par là qu'il y avait une amitié qui s'est tissée grâce aux échanges d'idées, sur tous les propos, de famille aussi. Après, il va faire une thèse. J'étais encore président de la commission du Fonds national qui donne des bourses aux jeunes chercheurs, et je lui dis, « pourquoi tu ne sollicites pas une bourse de jeunes chercheurs, tu vas à Washington, par exemple Georgetown, c'est une très bonne université, tu écris ta thèse ». Il a reçu la bourse, et il s'est installé à Washington. Trois mois après, il me téléphone « Dusan, j'ai un grand problème, on vient de m'appeler de Lisbonne pour me proposer un poste de secrétaire d'Etat à l'Intérieur ». Alors je lui dis, « écoute, pour ce qui est du règlement avec le Fonds, il n'y a pas de problème. Le fonds a le système suivant : il faut justifier les dépenses et rendre au Fonds le restant de la bourse. Quant à ta question et ton choix, personnellement, je pense que l'on peut faire une thèse plus tard. Mais un poste tel que l'on t'a offert, tu ne l'auras plus jamais parce que les gouvernements changent... » Il a accepté l'offre, et il est devenu plus tard Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, puis Ministre des Affaires étrangères, et pour finir Premier ministre en 2002. Il a fait toute la carrière en relation avec l'Europe et a assisté à toutes les réunions.

N'empêche qu'en assumant sa fonction de Président, à peine quelques mois plus tard, il me téléphone et me prend à témoin, « mais c'est tout à fait différent d'un poste de Premier ministre d'un gouvernement. Ici c'est beaucoup plus compliqué. » Et il commence à réfléchir à toute cette transformation qui doit intervenir dans son esprit et dans sa vision. Un Premier

ministre dit ce qu'il veut, les uns disent oui ou non, mais il doit créer l'homogénéité. A Bruxelles, il a besoin d'un consensus. C'est très rare que la Commission vote, on le sait. Et puis il arrive à Bruxelles, où il aura affaire après l'élargissement à 25 Commissaires issus de 25 pays membres. Un changement complet. Ce n'est plus la relative homogénéité, malgré la grande diversité car les 12 étaient tous des démocraties fondées sur les mêmes principes de droit et de l'économie de marché. Ici, il se retrouve dans une situation totalement différente : des conceptions diverses de l'Etat en pleine transition après 60 ans de vie dans l'environnement communiste. Les 12 avaient pris l'habitude de fonctionner selon la méthode Jean Monnet. Et voilà que tout ceci est mis en question parce que les nouveaux arrivants ont d'autres comportements. La plupart ont vécu dans un bloc dominé par Moscou. L'idée de la souveraineté était pour eux un but sacré à réaliser. Ils venaient de se libérer et ils pensaient affirmer leur souveraineté. C'est comme en ex-Yougoslavie où les Républicains ont affirmé à tel point leur souveraineté et ils ont cru à une conception rigide et dépassée de l'Etat-nation, qu'ils ont fait de l'épuration ethnique. Ayant acquis la majorité lors des élections, ils ont cru légitime de chasser les uns et les autres suscitant le bouleversement, en donnant vie à un concept anti européen à 100%. On retrouve le même esprit et les mêmes tentations dans divers pays de l'Est. Le problème est que l'Europe contient de grands mélanges de population, de grandes minorités, il y a 30% de Russes dans un des pays baltes, comme dans de nombreux Etats de l'ancienne URSS. La langue des minorités n'était pas tout à fait reconnue, il y avait des discriminations à l'égard des minorités, ce n'était pas des citoyens comme ceux d'origine du pays. Il y avait beaucoup à faire pour que ces nouveaux pays membres assimilent les valeurs européennes. Je discute avec Delors, et je lui demande ce qu'il en pense. Et Delors me dit, « mon cher, moi j'étais un Président heureux, d'une communauté de 12 pays qui pratiquaient le même système démocratique, selon le même système économique avec des nuances. J'avais évidemment toujours des problèmes avec les Anglais. J'en ai pris l'habitude (parce qu'il était sifflé en Angleterre). Mais l'ensemble marchait bien ! ».

Kosovo et Europe

Maintenant, José Manuel Barroso avec les 25 pays tellement différents, c'est une autre problématique dans une autre Europe. Voyez la difficulté à laquelle il s'est heurté. La première, c'était le Kosovo, et c'est sur cette question que nous avons eu un conflit entre les deux. Ma proposition pour le Kosovo était très simple : l'Europe impose une confédération entre la Serbie et le Kosovo ; elle patronne le tout, pendant une période, pour voir comment ça évolue et quelle solution adopter, éventuellement les admettre ou leur trouver une association ad hoc. Mais ils

ont fait le contraire. Depuis longtemps, il y a eu cette résistance au Kosovo. Vous le savez, le Premier ministre Kosovar était en Suisse, et il a été ensuite pendant longtemps à Washington emmené par la Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis, Albright, qui elle-même avait des contacts très spéciaux avec la Serbie et les Serbes. Ses parents ont passé par là à un moment, parce qu'ils étaient des réfugiés. Elle est une américaine d'adoption. Et voilà qu'on bombarde, alors que nous savions parfaitement que des deux côtés, il y avait des combats. Milosevic voulait s'imposer dans cette région. L'Europe avait la capacité de dire « vous acceptez telle condition, vous cessez vos conflits, et vous apprenez ce qu'est l'Europe ». Car lorsque l'on a bombardé, et lorsque les Serbes sont partis du Kosovo, ils sont partis avec la moitié des Serbes qui habitaient le Kosovo. Parce qu'ils ont eu peur et se sont inquiétés de savoir : que vont-ils devenir sous un régime kosovar? Et effectivement, il est de notoriété générale que de nombreuses églises orthodoxes ont été détruites. On a dû faire appel à l'armée. Les Allemands (c'est pour la première fois qu'ils allaient intervenir sur le terrain) ont envoyé des soldats, les Suisses aussi. Et là, j'ai eu un conflit avec Madame Calmy-Rey, mon ancienne étudiante, avec laquelle on avait une bonne relation. Elle me téléphone, elle me dit, « il faut que la Suisse reconnaisse le Kosovo ». Je lui réponds, « D'abord, la Suisse ne doit pas se pointer en premier. Le Vatican déjà a commencé à bouger. Mais la Suisse doit au moins attendre de voir ce que fera l'Union européenne. Ensuite la Suisse a un rôle de médiateur et pas d'engagée d'un côté ou de l'autre. » Et ici c'est un mauvais engagement, parce que le Kosovo était un trou noir dans les Balkans, d'où passaient la drogue, les êtres humains. Et c'était très difficile de maîtriser tout cela.

Pour reconnaître le Kosovo, le Président et la Commission ont dû affirmer que ce n'est pas du ressort de l'Union (comme l'OTAN), mais des Etats membres. Ils se sont déresponsabilisés. C'était contraire à l'esprit européen. Evidemment toute cette histoire de la Yougoslavie comme celle de l'Ukraine, ce sont des conflits complexes, nationaux, ethniques, linguistiques qui ont provoqué des clivages à l'intérieur des sociétés. Les gens qui ont vécu en harmonie et en paix à Sarajevo : les Serbes, les Croates, les Bosniaques, les musulmans, des orthodoxes et catholiques, tout d'un coup se retrouvent dans l'inimitié qui se transforme en guerre ouverte. Tout cela a été très mal. Nous avons la capacité d'imposer la paix. Il y a eu des assassinats, des victimes de toutes sortes. Où en sommes-nous en ex-Yougoslavie? L'Union européenne, symbole de l'intégration des nations et des peuples, a contribué à faire éclater la Yougoslavie. Les six anciennes Républiques sont devenues des Etats. Le Kosovo les a rejoints. Et José Manuel Barroso, se référant à la Commission, a constaté, « Dusan, si on continue avec une

Commission composée, où tous les Etats membres qui y siègent, on en sera à 36 voire à 40 ». Et c'est le cas maintenant avec les six Etats du Partenariat oriental que j'ai mentionnés, qui veulent devenir membres. Mais il faut tout transformer, vous ne pouvez pas avoir un système avec 40 Etats représentés au gouvernement. Vous changez la structure, vous changez l'esprit. La Commission n'est pas représentante des Etats, elle représente l'intérêt européen et la stratégie européenne. Il faut revenir à l'idée initiale.

Russie-Ukraine

Ma conclusion est la suivante : primo, sans la Russie il n'y a pas de paix dans la région de ces six pays plus ceux qui l'entourent, l'Azerbaïdjan... La Russie est la clé des solutions dans cette région. Donc il faut chercher à l'associer d'une façon ou d'une autre. C'est le point essentiel. Maintenant, comment y parvenir ? Ce n'est pas en l'écartant. Et ce n'est pas en armant les uns et les autres. En Ukraine, il y a un des gouverneurs devenu très riches et qui possède sa propre armée. C'est comme en Inde où les grands princes indiens ont leurs armées qui les protègent. Il a une armée, l'armée officielle nationale animée de l'idée qu'il faut se battre contre les Russes, qui forment une grande minorité en Ukraine. Ce sont des citoyens ukrainiens. Il faut revenir à l'idée française du citoyen. Au-delà de la couleur, de la langue, de la religion... Ce que nous avons en Suisse, en France, les vraies démocraties. Ce n'est pas en un tour de main que vous créez une démocratie.

La démocratie n'est pas le vote. L'élection en est juste un élément. La démocratie est un ensemble de solidarité, de mentalité, de respect des uns et des autres. Nous ne l'avons ni en Russie, ni en Ukraine ni dans la plupart des pays anciennement communistes, transformés en Etats indépendants. Il faut trouver les moyens, et ce n'est pas avec la force. L'Amérique à notre grand malheur a l'idée que l'on peut imposer la démocratie par la force. On se souvient qu'ils ont envahi l'Irak sous de faux prétextes d'armes de destruction massive. Bush était sur un porte-avion, debout, en uniforme, il a levé les bras en V et il a crié, « nous avons vaincu ». Non Monsieur, vous n'avez pas vaincu. Vous étiez au début du processus. Et vous avez déstabilisé, fait éclater cet Etat qui malgré le mauvais côté de son dirigeant restait un Etat relativement stable contre l'Iran. Rappelons-le, que l'on a armé l'Irak contre l'Iran. Ils ont fait la guerre. Nous avons détruit toutes ces structures qui n'étaient pas très bonnes. Et quel a été l'argument : débarrasser l'Irak de son dictateur Saddam Hussein pour imposer la démocratie. Faut-il rappeler que les Etats-Unis ont une longue histoire de collaboration et des relations avec les dictateurs, notamment ceux qui possèdent des ressources telles que le pétrole et le gaz ? Est-ce que l'Arabie

Saoudite est une démocratie ? Est-ce que le Qatar est une démocratie ? Ce sont des structures traditionnelles qui comprennent diverses formes d'esclavage.

Même à Singapour, où j'ai été à plusieurs reprises, comme ici les gens qui viennent faire les besognes que les Suisses n'aiment pas faire, eh bien ces gens-là, on leur prend leur passeport. Et ils sont très mal traités par les Chinois en particulier. Les Européens les traitent relativement bien. Mais pour les Chinois, ce sont des esclaves. Il faut prendre en considération que la démocratie n'est pas ce vote rapide, ou vouloir l'imposer. Je suis arrivé là, j'ai gagné la guerre, je vais imposer la démocratie. Non. Il faut la bâtir et il y a un élément qui est essentiel, c'est l'éducation. C'est de là que part la démocratie.

La main à la pâte

Nous éduquons nos enfants dans la démocratie. Nous ne les éduquons pas suffisamment dans l'esprit plus large européen et international. Là, nous avons une lacune à mon avis très grave. Et c'est pourquoi Denis de Rougemont et dans tout ce que j'ai fait, notamment avec Charpak, grand ami qui avait mis au point avec Lederman, cette méthode de *La main à la pâte*. C'est une méthode extraordinaire, pas seulement d'introduction à la science. Il me disait que c'est une introduction à la logique, à la forme de pensée. C'est en même temps un apprentissage d'échanges, de dialogues, dans une classe. Et c'est aussi l'expérience directe. Les enfants font des hypothèses. Les uns disent que c'est le bon Dieu, et puis ils voient que l'eau coule toute seule sans appel au bon Dieu. Nous avons fait une visite dans une école à Lyon qui pratique cette méthode. Je suis entré, à l'extérieur c'était l'été. Aucun des enfants n'a levé la tête pour voir qui nous sommes. Nous étions un groupe de cinq personnes. Vous entrez dans n'importe quelle classe, à l'Uni ou ailleurs, tout le monde ou presque se retourne pour voir qui vient. Là-bas ces petits de 5 à 12 ans étaient tellement concentrés les uns et les autres sur leurs expériences, que nous n'existions pas. A la suite, nous avons assisté à un dialogue. Ils présentent des rapports, ces petits. Ils dialoguent entre eux. Ils se critiquent avec le maître qui est chef d'orchestre, sans être quelqu'un qui impose l'autorité. Donc c'est un apprentissage extraordinaire du dialogue, et surtout comme l'a dit la vice-ministre chinoise de l'éducation qui est allée visiter des classes en France, c'est l'apprentissage de la démocratie. Eh bien oui. Parce que vous appréciez l'autre, pas parce qu'il est de par sa couleur ou autre chose, mais par ce qu'il dit, par ce qu'il apporte comme preuve, et vous dialoguez avec lui. C'est aussi un élément qui tempère la violence que l'on constate dans les classes. C'est extraordinaire. Et c'est un élément d'intégration sociale fabuleux. Mais la Commission pour des raisons de règles (on ne peut pas refaire les projets ...)

a stoppé cette expérience. L'éducation nous manque de ce point de vue. Elle nous manque aussi dans sa dimension européenne et historique. On continue malgré les enseignements qui parfois sont prolongés un peu sur l'Europe (j'ai vu les manuels en France ou ailleurs) ; l'histoire est nationale, elle n'est pas européenne. Et comme je vous l'ai dit, quand je passais par l'Italie, j'apprenais que tout avait été inventé par les Italiens, j'arrive en Suisse, il y a d'autres Suisses qui avaient inventé, en France n'en parlons pas. Je me rappelle ce que Denis de Rougemont disait. Le grand obstacle à l'intégration, à l'Union de l'Europe, ce ne sont pas des obstacles économiques. Ce sont les mentalités des gens, leur esprit, leur attitude. C'est pour cela qu'il faudrait recommencer avec l'éducation. Elle est vraiment la base. Piaget disait que vers 5-6 ans, peut-être même avant, vous avez des concepts qui restent en permanence presque toute la vie. Ce sont des expériences qui comptent. C'est pour cela que j'ai commencé par certaines expériences dans ma jeunesse.

Deuxièmement, je pense que sans Union politique, nous ne ferons pas survivre l'euro, ni peut-être l'Union européenne. Même Merkel l'a dit. Et sans Union politique, nous n'avons pas une place dans ce monde qui est en train de se créer, avec les BRICS, avec toutes les coalitions, avec les pouvoirs puissants qui montent dans ce monde, nous sommes désarmés. Et il ne faut pas nécessairement s'armer d'armement, mais par une stratégie et savoir quelle politique nous voulons mener, quelles sont les finalités de notre politique vis-à-vis de la Russie, de cette région. Est-ce que nous voulons une Russie qui est amie avec nous, qui collabore étroitement, qui a confiance en nous et réciproquement, ou bien nous voyons à l'avenir une Russie qu'il faut diminuer, écraser, écarter. Je me demande quelle est la stratégie d'Obama. J'ai l'impression dans la discussion que j'ai eue hier avec Charles Méla, on était proche à dire que les Etats-Unis préfèrent déstabiliser cette région, toucher peut-être même l'Europe et éviter la création probablement d'un socle commun entre l'Union européenne, la Russie et ce qui l'entoure. Peut-être, en tout cas, nous y allons et nous poussons la Russie vers l'Asie et la Chine surtout. C'est ma conclusion : Jean Monnet a eu raison, sa stratégie était excellente jusqu'à aujourd'hui. Mais maintenant, il faut faire le saut. Aller en avant et créer une Union politique. Qu'elle soit limitée au début à la zone euro, ou qu'elle soit immédiatement complète. Mais il faut y avancer.

Gilles Grin : Cette Union politique pourrait par exemple passer par la zone euro. Est-ce qu'on pourrait imaginer que ce serait un développement qui mettrait les institutions de toute l'Union européenne avec peut-être des géométries variables au service de cette intégration plus poussée ?

DS : Alors, permettez-moi de vous dire que je n'aime pas ce terme de géométrie variable. Je suis plutôt pour l'esprit de finesse que pour l'esprit de géométrie. Vous reconnaissez l'auteur de ceci, notre cher Pascal. Je ne pense pas qu'il faille raisonner en ces termes. Il faut voir plutôt comme un instrument dynamique qui attire les autres. D'ailleurs le phénomène est clair. 18 pays, bientôt 19 pays dans la zone euro. Il y a eu une attraction de cette zone. Si on lui donne plus de croissance, plus de capacité politique pour rétablir la solidarité. Car lorsque vous êtes dans une Union politique, en Suisse, vous ne pouvez pas dire que ce canton ne m'intéresse pas. Vous allez l'aider même si vous n'êtes pas content de ce qu'il a fait, il a trop dépensé, mal investi..., vous allez aider ce canton. Parce qu'il y a une solidarité, et nous sommes tous ensemble. Nous le sentons. Tandis que dans l'état actuel, le fait de dire la Grèce a fait ceci, l'Espagne c'est horrible ce qu'elle fait, la France est en train de faire des choses terribles ..., il n'y a pas de véritable solidarité. La politique menée est une politique punitive, et l'Allemagne a oublié qu'elle se punit aussi elle-même. Parce qu'en Grèce où on vendait énormément de voitures allemandes, tout cela a été stoppé par l'austérité, par la crise. Evidemment l'Allemagne avec les marchés chinois, indien, russe... compte sur l'extérieur. Mais les chinois ne sont pas des tendres. Le jour où ils fabriqueront assez de voitures, peut-être qu'ils trouveront les raisons pour ne pas importer autant de voitures d'Allemagne. Et les russes, vous l'avez vu ont évoqué la possibilité d'interdire l'importation des voitures européennes. On va punir dans le même sac tout le monde.

Le fait pour moi qu'en affaiblissant les marchés en Espagne, Italie, Grèce, dans d'autres pays qui ont beaucoup souffert de l'austérité, vous diminuez les capacités d'achat de vos produits. Si nous sommes dans une solidarité, il faut penser en ces termes. Sinon, nous sommes chacun pour soi. Et le pire résultat de cette stratégie et de cette politique, c'est que les pays sont revenus à des protestations sans logique. Vous avez ces mouvements qui n'ont aucune politique, qui ne proposent rien. Syriza ne propose rien. Il est contre et il veut prendre le pouvoir. Quant à ce mouvement nazi, il fait ce qu'il peut mais il est nazi à 100%. Vous vous rendez compte, la Grèce qui a tellement combattu contre les Allemands qui l'ont occupée, avoir un parti nazi ! C'est la folie. Et ce parti nazi utilise l'argument contre l'immigration et vous savez ce qu'il pratique : il envoie ses militants pour accompagner les vieilles dames et les vieux messieurs qui vont faire leur marché, qui vont à la banque pour leur garantir la sécurité. C'était le même système utilisé par les frères musulmans en Egypte. Les frères musulmans se mobilisaient en faveur de la population qui souffrait de la faim... pour les aider. Et c'est pour cela qu'ils ont eu un succès extraordinaire, populaire. Le risque en Grèce est qu'ils gagnent. J'en rentre, j'ai vu notamment Samaras, on a beaucoup discuté. Je peux vous dire que ces pays pensent ce que je

pense à peu près. Ils ne sont peut-être pas aussi compétents, n'ont pas une connaissance de tout. Mais ils sont d'une capacité extraordinaire ces dirigeants, ils sont intelligents.

A côté de ça, vous avez un mouvement aveugle avec des extrémistes de droite. Eux sont capables de tuer, de faire n'importe quoi. La dernière fois où j'étais en Grèce, c'était drôle parce mon ami de la télévision Darius Rochebin m'a dit, « est-ce que tu veux faire une émission à la télévision suisse concernant la situation en Grèce ? ». Je lui ai dit, « pourquoi pas ? ». Je cherche la télévision, je pensais qu'il y avait un endroit, où ils avaient un studio, et j'entre là, c'était le tribunal qui jugeait les nazis qui avaient commis ces crimes en Grèce. Le tribunal était là, de même que la prison. Je suis entré, il y avait beaucoup de policiers casqués, anti-émeutes, et dehors il y avait les nazis qui criaient « libérez-les, libérez-les ». Je parle le grec assez couramment, les officiers me saluent, j'entre là et je demande où se trouve le studio et l'on me dit, « il n'y a pas de studio, ici c'est la prison et le tribunal ». Alors je me suis dit, « il vaut mieux que je m'absente le plus vite possible ». Je sors, et je vois une installation un peu comme la vôtre mais à l'air, face à une file de ces agents anti émeutes et les militants qui criaient « libérez-les ». Et c'est là que je devais faire l'émission. Je me suis assis, ça criait de tous les côtés. Je dis à Darius, « mais tu sais ici, je suis devant les nazis, devant la police anti-émeute, comment veux-tu faire une émission ? » D'ailleurs après un certain temps, on a été interrompus, et ça s'est terminé de cette façon, en queue de poisson. Mais j'aime beaucoup la Grèce, et je trouve qu'ils ont des capacités, tous ces pays ont des capacités et on est en train de les détruire. J'ai d'ailleurs écrit un article intitulé « L'austérité comme épée de Damoclès pour la démocratie ». Parce que vous créez ces courants qui ne sont pas maîtrisables.

Gilles Grin : Comment est-ce qu'on peut analyser la politique de l'Allemagne ? Est-ce que l'on peut se dire par exemple que c'est une vision « idéologique ou supposément rationnelle » par rapport à une analyse de ses intérêts ?

D.S : J'analyse Merkel avec Schäuble qui a écrit en 1994, vous vous souvenez, un fameux rapport et qui a préconisé un gouvernement européen de quelques membres constituant le noyau de l'Union européenne.

Gilles Grin : Le rapport Lamers-Schäuble ?

D.S : Exactement. Lui aux finances est devenu une bête enragée presque. Et je pense qu'il y a une optique malheureusement de certaines puissances. Vous savez que (c'est presque une

confession), j'étais très souvent au Forum de Davos, d'abord avec le Président de la Commission Jean Rey, il y a très longtemps, sur des problèmes européens, sur d'autres problèmes. Et un jour, c'était tout au début, il était en train de développer tout ça, j'étais assis, je n'avais pas une seule place avec des francophones ou des anglophones. Je me suis trouvé avec une équipe allemande qui m'entourait, c'étaient des messieurs très élégants, évidemment ils pensaient que je ne comprenais pas l'allemand. Je me taisais et ils parlaient entre eux. L'un, représentant une des grandes firmes a dit, « nous avons perdu la guerre sur le champ militaire, nous la gagnerons sur le champ économique ». Et il y a 30-35 ans de cela. Je pense qu'indirectement il y a un sentiment de puissance. C'est l'Etat qui est le plus peuplé (80 millions d'habitants), le mieux représenté au Parlement européen, économiquement le plus développé, qui avait la croissance la plus haute, car bientôt il est en récession, (quelques mois et on va le déclarer en récession technique). Il y a des éléments, évidemment, ils sont pacifistes, mais je pense que le vide du pouvoir qui parfois a été laissé en Europe, doit être comblé par quelqu'un. Et comme c'est le plus puissant, c'est lui qui le comble. Mais ce plus puissant a à mon avis de grandes faiblesses. Et une d'entre elles est démographique. La démographie est en chute. La France aussi sur ce plan est le pays en Europe qui a la démographie la plus florissante, mais enfin, cela ne suffit pas pour que tout marche bien. Il y a l'aspect aussi des deux Allemagnes qui restent : vous avez vu que les europhobes qui ont gagné, c'est l'Allemagne de l'Est. C'est intéressant. Donc il n'y a pas une satisfaction, il n'y a pas le même élan pour l'Union européenne. Et j'explique tout ceci par le pragmatisme, le réalisme de Merkel et de son parti maintenant, de plus en plus. Ce n'est plus l'enthousiasme, ce n'est plus les grands que nous avons connus qui passaient outre parfois sur les intérêts du pays pour faire des progrès en Europe. Et là, je sens que ce n'est plus le cas.

Or, là j'ai vu des projections, il y a des études qu'on a faites d'ailleurs avec un de mes amis, moi je n'ai pas fait grand-chose, j'ai simplement ajouté une chose qui leur manquait, à la projection démographique, économique, sociale, à l'innovation..., n'oubliez pas de projeter le politique. Parce qu'il y a des cadres politiques. Et vous le savez, quand il y a une crise politique, ça influence automatiquement tout le reste. La Suède est en train de perdre son éclat social tel qu'il a été bâti. Maintenant le changement probablement conduira les Suédois, le gouvernement à rétablir un peu plus l'Etat Providence tel qu'il existait. C'est ainsi qu'on s'explique que tout d'un coup les socialistes ont gagné en Suède. Alors que les autres étaient au pouvoir pendant huit ans. Ils ont eu une économie relativement florissante, en très bon état, et il y a eu le changement.

Donc l'économie en tant que tel avec nos indicateurs ne suffit pas. C'est l'état aussi de la population. Car nous avons dans tous nos Etats maintenant un clivage qui est clair, les grandes richesses et de plus en plus de pauvres. Et pour ça les sanctions sont magnifiques. Sanctions à l'intérieur, il faut couper là, il faut couper ci, il faut couper ceci. On coupe tout, et on crée quoi ? On crée ce que Marx suggérait, c'est-à-dire de plus en plus de pauvreté. Aux Etats-Unis, il y a aussi le même clivage très prononcé. Nous sommes donc entrés dans une aire du capitalisme trop libérale. Nous avons abandonné. Et la France souffre, car elle est prise entre les deux courants. Le gouvernement a promis des choses sur le plan social, sur le plan de l'éducation et dans différents domaines et il ne peut pas s'en tenir à ses promesses. Et de l'autre côté, l'Europe pousse à la discipline. C'est bien, la discipline, mais il faut y aller avec douceur quand même. On ne peut pas faire payer le peuple comme c'est le cas. Vous savez que ceux qui sont punis en France, ce sont les exportateurs de fruits, de légumes, d'aliments, comme en Grèce. La Grèce va perdre avec ces sanctions 7 milliards d'euros. Vous voyez comme ça se tient ? On n'admet pas que nous sommes devenus de fait très interdépendants. Et le fait qu'aider la Grèce, c'est s'aider soi-même. Ce n'est pas l'argent qu'on perd, qu'on donne.

Latsis, les marbres du Parthénon

Je n'ai pas montré au fond ce qu'il y a de cohérent dans tout ce que je fais. Alors si vous prenez le Centre européen de la culture, c'est la culture, c'est le fédéralisme qui continue. Si on prend Barroso, c'était la projection de tout ça vers l'Union européenne. Et vous me direz, avec les Fondations Latsis. Si vous regardez dans les grands orateurs et dans les prix que nous avons donnés, vous avez dans les orateurs : Lord Dahrendorf, Jacques Delors Anthony Giddens, très européen, c'est lui qui a été le concepteur de l'équilibre et de la troisième voie. Nous avons Barroso, et après, Joseph Nye. Nous avons Viviane Redding, Joseph Stiglitz, Bernard Tschumi. Tschumi c'est l'architecte. Son père était le créateur de l'architecture à Lausanne à l'école Polytechnique et le fils est un grand architecte. Il est doyen à l'école d'architecture du département d'architecture au Columbia University et c'est lui qui a réalisé le musée, le grand musée de l'Acropole. Ne manquez pas cette occasion de le visiter, c'est un des plus beaux musées du monde, d'être situé tout près de l'Acropole. Et selon les architectes père et fils ils font une architecture de transparence. Quand vous entrez à l'OMS ici, qui était le bâtiment du père, vous entrez et vous voyez le lac. Si vous voulez entrer ou passer devant Nestlé, vous voyez le lac à travers. Tout est fait avec des transparences. Ici il a utilisé au fond la même vision et la même façon de regarder l'Acropole. C'est très illuminé et vous avez les marbres, dont la moitié est à Londres. Tout autour du Parthénon vous aviez ces marbres. Les marbres représentaient à

la fois la vie de la Cité, c'est-à-dire vous voyez les femmes qui travaillaient, vous voyez les cavaliers, vous voyez les réunions des citoyens, etc. Et qui est l'auteur ? C'est Phidias. Et on les appelle comment en Angleterre ? Lord Elgin's marbles. Donc Monsieur Elgin qui a pris ces marbres, de manière très discutable, a donné même son nom à ces marbres en Angleterre. Vous vous rendez compte ? Moi je dis où est le copyright ? J'achète un tableau, si j'ai assez d'argent, de Léonard de Vinci et je l'appelle Dusan's.

Je suis pour le retour de ces marbres mais tout en étant dans l'esprit européen, pourquoi ? Parce que c'est notre culture, c'est le Ve siècle grec avant J-C où la démocratie à Athènes fonctionnait et où ils ont construit tous ces monuments extraordinaires. Donc il faut les rendre, maintenant que le Musée est beaucoup plus beau que ce que l'on trouve en Angleterre, qu'ils ne sont pas enfermés dans une galerie mais dans un espace ouvert, l'Acropole et qui constitue un cas unique parce que c'est un ensemble, c'est comme un film sculpté que l'on a malheureusement découpé. Lord Elgin qui était ambassadeur (c'est un abus de pouvoir, vous êtes ambassadeur dans un pays, et vous vous arrangez pour emporter les antiquités !) voulait décorer sa maison. Il a eu des problèmes donc il a vendu toutes les sculptures à l'Etat anglais et le gouvernement les a transmis au British Museum.

Mon intention, étant donné que c'est un ensemble et un cas unique, pas un précédent, (on demande exclusivement ce qui appartenait au Parthénon, la frise et les marbres), reconstituons aujourd'hui ce monument qui est le plus symbolique de notre culture. Aujourd'hui où les Etats essaient de s'unir, réunissons même les monuments. On a fait des colloques au Parlement européen et je propose éventuellement d'avoir un échange, des prêts à long terme au début et de trouver des solutions pacifiques et ne pas aller en justice. Aujourd'hui la justice internationale est sous l'influence de quelques puissances. Et les anglo-saxons sont extrêmement puissants dans ce domaine. Je retrouve donc le fondement de la démocratie (une démocratie particulière parce qu'il y avait des esclaves, ce n'est donc pas à 100% notre conception), je découvre que la participation des citoyens était extraordinaire, je découvre une très grande solidarité, je découvre le fondement de notre culture européenne. Et je pense qu'il faut le protéger, il faut l'unir... Vous voyez que ça se relie à l'intégration européenne, aux fondements culturels. Vous voyez que la Fondation Latsis a largement parlé de l'intégration européenne. On a eu des débats et des gens très intéressants. On a eu plusieurs séminaires portant par exemple sur « L'Union européenne à la lumière de l'expérience fédérale suisse ». Je ne considère pas la Suisse comme un modèle pour l'Europe, mais qu'elle a une expérience dont il faut tirer leçon.. La Suisse a beaucoup de défauts. Maintenant que nous avons Blocher, nous sommes en train de détruire notre démocratie. Couchepin était le seul au Conseil fédéral

qui a dit, « cet homme détruit la démocratie suisse ». C'est pour cela qu'il faut absolument réformer la procédure de l'initiative. Ce n'est pas seulement le nombre. L'initiative ne peut pas annuler un accord international. Il faut trouver un filtre. Il y a des initiatives recevables et non recevables. Or nous n'avons pas une cour constitutionnelle. Nous avons un Tribunal fédéral. C'est différent. Une cour constitutionnelle vous dirait, ceci n'est pas recevable. Comme la Cour européenne des droits de l'homme, lorsque vous présentez un recours, il y a d'abord un jugement de recevabilité. Autrement tout y passe, c'est ouvrir la porte à tous les mouvements, les plus populistes, comme Oskar Freysinger... lui aussi c'est une bête politique, mais très extrémiste. La première des choses qu'il a faite, c'est de rendre visite à Le Pen, Wilders (Pays-Bas), tous ces mouvements tout à fait extrêmes où il se sent chez lui. Il a été très bien reçu, et de plus on a trouvé différents symboles nazis dans sa maison. Je peux vous dire que je ne suis pas nazi, mais si je vis avec des symboles nazis, c'est quand même un peu curieux. Notre Suisse est loin d'être un modèle...

Gilles Grin : Est-ce que vous pensez que la voie bilatérale est arrivée à bout de course où elle peut être relancée à certaines conditions ?

D.S : Elle peut encore avoir une certaine durée. Mais elle est arrivée à la limite du gérable. 120 accords, pas de coordination entre eux. L'Union, je le sais, veut absolument qu'il y ait un cadre institutionnel où s'il y a des problèmes, on sait à quelle cour, à quel tribunal d'arbitrage s'adresser, comment procéder. Et je pense que c'est indispensable de se projeter à l'avenir. Même si l'on nous traite de rêveur maintenant, en nous disant ce n'est pas le moment de penser à l'intégration de la Suisse dans l'Union. Nous sommes en train d'adopter, sous une forme plus ou moins cachée, toutes les directives de l'Union européenne. Et nous n'avons pas un mot à dire. Alors que, regardez le Luxembourg – Le Luxembourg, c'est Genève – regardez l'influence que ce pays a, et a eue dans l'histoire de l'intégration ! C'est extraordinaire. Il a eu 3 présidents de Commission. Lorsqu'on étudie par exemple la négociation de Maastricht, on voit le rôle qu'a joué le Luxembourg, parce que c'était la dernière phase de la négociation et qu'ils ont eu la présidence du Conseil et du Conseil européen (à l'époque c'était le même président) ; ce sont eux qui ont géré cette dernière étape de négociation donc ils ont eu une influence immense. Maintenant, ils ont le nouveau Commissaire, Jean-Claude Juncker. Vous vous rendez compte !

Et nous qui sommes beaucoup plus importants, qui avons des capacités industrielles que le Luxembourg n'a pas. Certes ils ont l'acier, de petites industries mais ce n'est pas comparable

et surtout dans les services, beaucoup de migrations très bien intégrées, modèle d'intégration. Un petit pays qui a une telle influence, alors quand on me dit, « mais nous sommes trop petits, nous serons écrasés par la machine là-bas ». Non, si nous sommes dedans, nous ne serons pas écrasés. On ne sera pas assimilés. On ne sera pas obligés d'être uniformisés avec tel ou tel pays. La France est la France, l'Allemagne est l'Allemagne. C'est comme nos cantons. Nous vivons ensemble, genevois, vaudois... Et en même temps, on se considère comme romands et comme suisses. Et vous et moi comme européens. C'est très important cette idée que l'on peut appartenir à plusieurs communautés. Ce n'est pas parce qu'on est patriote qu'on est automatiquement contre l'Europe.

Gilles Grin : La question que j'ai envie de poser, mais il n'y a peut-être pas de réponse, je ne sais pas... Est-ce qu'on arrive à projeter ce que pourrait être en termes de certaines probabilités, de certaines conditions, le système politique de l'Union européenne dans dix ans par exemple, une génération ? Par exemple, juste pour illustrer le propos, voir par exemple la Commission émerger comme une autorité exécutive qui irait vers un gouvernement, le système bicaméral. Ou est-ce que les choses sont plus floues et il y a le cas du Conseil européen ?...

DS : Evidemment si les Etats continuent à voir le rôle qu'ils ont, ce sera difficile. Mais je pense qu'avec le temps, et c'est pour ça que je donne tellement d'importance à l'éducation, qu'on se rende compte que l'on doit repenser, qu'aujourd'hui nous avons les techniques, l'internet, les communications d'une telle capacité qu'on peut gérer la complexité. Ce n'est plus l'Etat où tout était géométrique. Il y a des complexités et il n'empêche que dans ces complexités, et malgré les pouvoirs qui sont devenus de plus en plus horizontaux, nous avons besoin d'une structure de base. Ça, c'est indispensable. Autrement, c'est le chaos, on ne sait pas où on va. Deuxièmement, nous avons besoin d'associer d'une façon ou d'une autre, de faire participer les différentes unités qui existent, que ce soit les Etats, les régions, les partis politiques. Nous avons besoin qu'elles se rapprochent et qu'elles participent, et que le citoyen acquière cette sensation qu'il participe à ce processus, qu'il en est partie et qu'il est aussi bénéficiaire, mais qu'en même temps, il doit faire quelque chose pour l'intégration. Nous disions avec Denis de Rougemont, « il ne faut pas toujours dire, l'Etat doit faire ci, doit faire ça. Il faut se poser la question, que puis-je faire pour l'Europe ? » Et là, j'ai eu beaucoup de discussions avec des collègues qui faisaient peu et critiquaient beaucoup. Je leur disais, mais « enfin, demandez-vous ce que vous avez fait pour l'Europe, pour l'améliorer, vous qui aviez des places privilégiées dans les sociétés. »

Certes un gouvernement, ça, il n'y a pas de doute. Le modèle suisse n'est pas loin de le suggérer... Nous avons besoin d'un noyau, d'une douzaine de commissaires ou de ministres (appelez-les comme vous voudrez) et nous avons besoin de nombreux secrétaires d'Etat (ou correspondant aux secrétaires d'Etat). L'évolution de la Suisse va dans ce sens-là. On n'a pas élargi le nombre de conseillers fédéraux. En revanche, on a multiplié le nombre de secrétaires d'Etat. Parce qu'on sait qu'un ministre, 7 pour la petite Suisse par rapport à l'Europe où les 12 peuvent fonctionner parce qu'ils doivent donner des orientations, ils doivent avoir le temps de réfléchir à la stratégie, aux problèmes, or aujourd'hui aucun d'entre eux n'a le temps de réfléchir, je peux vous le garantir.

Barroso qui cherchait à s'isoler de temps en temps, n'avait vraiment pas le temps de se poser des questions fondamentales. Il était dans le stress continu entre les Merkel, Sarkozy, Hollande, Cameron, les pays avec la Russie... Constamment sollicité, et souvent sans pouvoir, sans compétence pour répondre à la sollicitation. Donc pris de cours, se sentant responsable et en même temps, ne pouvant rien faire. Donc il nous faut organiser le noyau gouvernemental de toute façon, participation répartie tenant compte quand même des uns et des autres. C'est tout à fait possible, ce peut être des vice-ministres, des secrétaires d'Etat, le nom n'est pas important, ce sont les compétences qui comptent. Mais il est fondamental que le noyau puisse avoir le temps pour tracer les lignes politiques. Et c'est d'autant plus important que l'internet introduit cette horizontalité où tout un chacun peut s'exprimer. Les extrémistes l'utilisent à merveille. Ces partis populistes se sont mis à utiliser l'internet, la communication. Vous vous souvenez le changement de gouvernement en Espagne lors des attentats de Madrid en 2004. C'est pour cela qu'il nous faut avoir des orientations et des gens qui sont dans ce noyau auxquels l'on peut faire confiance, sous contrôle du Parlement et avec une certaine responsabilité devant le Parlement et le Conseil européen. Le Conseil européen, c'est le Chef d'Etat en quelque sorte de l'Europe future. Un Chef d'Etat « collectif » qui n'est pas un exécutif. Il ne gouverne pas. Il oriente avec ce petit groupe gouvernemental. Mais la différence c'est que le groupe de gouvernants, les douze, a l'administration tandis que le Conseil européen n'a pas d'administration. Il a un petit noyau de secrétariat général. Il faut le lui laisser mais à part ça, ce sont les Chefs d'Etat et de gouvernement qui agissent sur proposition et préparation de la Commission. Et c'est ce lien qui n'existe pas. On donne aujourd'hui des mandats à la Commission. Elle n'a pas à donner des impulsions au Conseil européen. C'est un manque de cohésion et de logique dans notre système. Un autre phénomène qui est évident, ce sont les régions. Il faut leur trouver un accès au pouvoir. On ne peut pas dire que ce sont les Etats. Il faut accepter que parfois c'est l'étage étatique, mais

parfois c'est directement les régions qui agissent, qui participent au pouvoir de l'Union. Il faut donc une certaine souplesse. Ce qui obligera les Etats à former des régions d'une certaine taille et capacité. Parce que même en France, il y avait des inégalités énormes. Et entre les pays membres de l'Union, il y a beaucoup d'inégalités entre les régions. Les unes ont des gouvernements (ex. : Länder) très puissants, et les autres sont plus ou moins des régions résultant des décentralisations, ou un peu plus comme en Espagne ou en Italie. En Italie vous le savez, les provinces, les villes sont devenues extrêmement importants parce qu'ils ont de grands budgets, de sorte que l'Etat central a commencé à se soucier davantage de sa capacité de maintenir une politique italienne.

Il faut absolument trouver des solutions. Il faut que la même méthode communautaire soit appliquée à la politique étrangère, à la politique de développement à l'extérieur (aide aux pays en développement). Or, tout ce qui concerne l'extérieur aujourd'hui, sauf la politique d'aide au pays en développement, est intergouvernemental. Ça ne peut pas fonctionner. Il faut un jour se réveiller, mettre cela dans une certaine cohérence, sans vouloir tout mettre dans un moule parce qu'on ne peut pas.

L'homme est inventeur. Chacun a ses propres objectifs. Il y a des gens pour qui l'essentiel c'est d'avoir beaucoup d'argent, pour d'autres c'est d'avoir beaucoup de connaissances, pour d'autres encore c'est d'excaver les antiquités... On a des objectifs totalement différents mais nous avons besoin d'un minimum de structure politique. Pour moi c'est l'évidence, et ce qui est évident maintenant, c'est que nous avons cette pression sur nous. Constat que nous avons fait dans toutes les études de projection, c'est que d'ici 20 à 30 ans, l'Allemagne, l'Angleterre, la France deviendront des petits pays au plan mondial s'ils sont séparés.

Barroso a été au Viêt-Nam, il a fait un grand discours que j'ai lu et examiné, il a dit, pour faire bien, « l'Europe, 20% du marché mondial, l'Europe, n°1 du PNB mondial, la plus grande puissance économique mondiale ». Mais il oublie de dire qu'elle est sans tête, qu'elle n'a pas de politique commune, qu'elle n'a pas de gouvernement. C'est la grande différence avec un marché peut-être moins important comme les Etats-Unis mais avec un gouvernement, ou la Chine où, sous l'apparence d'une liberté, nous avons le Parti communiste qui tient toutes les rênes. Si nous voulons devenir, comme disaient certains, le Musée du monde, c'est parfait, l'on peut se séparer. Mais on va créer des situations d'appauvrissement et d'enrichissement, avec une disparition presque des classes moyennes. Donc l'instabilité de notre système démocratique. Et c'est pour cela qu'il faut faire un effort. Et j'espère que le nouveau Président va conserver, il a déjà commis une erreur à mon avis, puisqu'il parle de s'occuper surtout de l'intérieur. Non l'Europe est un grand exportateur donc elle dépend de l'extérieur, comme la

Suisse. On ne peut pas dire, « séparez les deux ». Il faut avoir une stratégie pour les deux. Un de mes amis est devenu porte-parole de la Commission de Juncker, et je connais bien Avramopoulos, qui est chargé de la migration. C'est un domaine où tout reste à faire. L'Italie, l'Espagne et le Grèce sont des pays qui sont submergés de migrants. Et il faut une politique commune, savoir ce que l'on fait avec ces gens. La sécurité est aussi un des problèmes. Et si je parle de sécurité, sans la Russie, nous n'avons pas de sécurité. La Syrie est un exemple où la Russie a dit non. Donc Union politique de type fédéral, c'est notre objectif.

Fin

DS2014/Associations-Fondations/Fondation JM/Interview filmée du 16.09.14_07.01.15/DS/vo/mc